



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

« La vie prime l'économie. La liberté du vivant révoque les libertés du commerce. C'est sur ce terrain-là que, désormais, le combat est engagé. »

Raoul Vaneigem

N° 1691

du 13 au 19 décembre 2012

## Industrie

# Du mou dans le redressement



Édouard Martin, furax, deux fois trahi en cinq jours. Comme en 1983, les « socialistes » flinguent les sidérurgistes.

M 02137 - 1691 - F: 2,50 €



## LUTTE À PSA-AULNAY

PAGE 4

# Sommaire

## Actualité

**Réquisition chez les riches prélats**, par E. Vanhecke, page 3

**Un ouvrier de PSA témoigne**, par S. Larios, page 4

**L'État veut en finir avec NDDL**, par J.-P. Anselme, page 5

**Calme plat dans les centrales syndicales**, par J.-P. Germain, page 6

**Communiqué sur les luttes à NDDL**, page 7

**La Chronique néphrétique**, de Rodkol, page 8

**Mauvaises nouvelles des fronts**, par H. Lenoir, page 9

**Classe « public » contre classe « privé »**, par N. Potkine, page 10

**La police en souffrance**, par R. Pino, page 11

## Arguments

**Les moralistes devraient avoir honte**, par O. Tarda, page 12

**Sport et soins aux malades du VIH**, par P. Schindler, page 14

## International

**Palestine, Israël, c'est bloqué**, par P. Sommermeyer, page 15

**Nouvelles félonies anti-pauvres en Grèce**, page 16

## Expressions

**Vérité une et indivisible**, par M. Silberstein, page 17

**Une expo de révoltés**, par G. Bounoure, page 19

**La dernière chronique** de Heike Hurst, page 21

## Mouvement

**Solidarité avec les Cubains**, page 22

**La radio sans dieu ni maître**, page 22

**Ce soir, on sort**, page 23

## Illustrations

**Aurelio, Jhano, Kalem, Krokaga, Nemo, Valère**



### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 1 n<sup>o</sup> hors série, les gratuits  25 €

6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 2/3 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  50 €

1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdomadaires, 5/6 n<sup>os</sup> hors série, les gratuits  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### France et étranger

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an  95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

ILS SONT BIEN LOIN les «moi président, je vais raser gratis» et les titatas creux et flamboyants des promesses électorales. Les socialistes se débloquent devant le pouvoir de l'argent et des entreprises multinationales ou pas. Énième exemple de la lâcheté gouvernementale, la récente reculade quant à la nationalisation d'Arcelor Florange un instant évoquée par le ministre Montebourg. S'il ne s'était agi de centaines d'ouvriers cocufiés, cet intermède aurait pu relever du plus haut comique: une Parisot glapissant après les rouges comme un goret qu'on échaude, un Montebourg humilié par son Premier ministre obligé de manger son chapeau, un Hollande le retenant in extremis par la manche, l'enfumage dédaigneux et total de Lakshmi Mittal, la «haute trahison» d'un gouvernement paniqué qui – dit le courageux syndicaliste Édouard Martin – a «menti tout au long des discussions». Tout ça pour finalement entériner la mort programmée du site de Florange pourtant viable sans grands efforts. Les gouvernements successifs se sont empressés de voler au secours des banques, mais sont impuissants à sauver une usine. Pourquoi tant de frilosité? Les États-Uniens ont bien nationalisé Chrysler, General Motors. Face à ce galimatias, trois conclusions s'imposent: d'abord, la «gauche» et les syndicats n'ont pas encore compris (Alzheimer?) que vouloir moraliser le capitalisme c'est comme se payer une plus grande ceinture pour soigner son obésité, que les patrons sont des fauves. Des fauves qu'il faut mater ou se laisser bouffer. Encore un fauve ne dévore-t-il que quand il a faim, les industriels et leurs actionnaires, eux, sont d'éternels boulimiques. Puis, pourquoi céder ainsi aux chantages des patrons et de leurs actionnaires? Tout simplement parce que, comme Gallois, la bourgeoisie au pouvoir pense que le privé est plus efficace que le public. Elle répugne pour cette raison aux Scop et aux nationalisations. Elle préfère négocier piteusement avec les entreprises. Ce sont les limites infranchissables du réformisme et l'impuissance organique de la démocratie représentative à lutter efficacement contre les inégalités. Enfin, la solution à ce gâchis, les anarchistes s'époumonent à la proposer depuis plus d'un siècle: lutte des classes, révolution (ça va être dur avec la technologie des surveillances), grève générale. Mise en place d'une économie autogestionnaire coordonnée fédéralement. En abandonnant la loi de la jungle des marchés et de ce fait tout égoïsme, tout esprit de concurrence, de réussite individuelle. En cessant d'analyser l'Humain en termes financiers, d'adorer le dieu profit et la déesse gestion pour les flanquer une bonne fois pour toutes aux latrines de l'Histoire.

## Les cathos de gauche à la manœuvre



CE QU'IL Y A DE BON dans les grenouilles, c'est les cuisses. Pas sûr que celles de Christine Boutin – qui dans le genre batracien de bénitier sait de quoi elle parle – soient bien comestibles en ce moment; surtout depuis la «menace» de réquisition des biens immobiliers appartenant à l'Église. Notre sautillante ministre du Logement a en effet créé la surprise (l'hiver pointant le bout de son nez, ça tombe bien) en émettant l'hypothèse de pouvoir mettre à la disposition des mal-logés ou des SDF les biens immobiliers appartenant aux diocèses. L'idée en elle-même n'est pas si bête. Chacun sait que l'Église est une machine à cash très bien rodée et que l'ensemble de la hiérarchie n'est pas composée que de purs esprits. Il faut savoir vendre le salut éternel au prix fort et surtout ne pas trop s'embarasser avec la charité chrétienne. Les miséreux sont priés d'attendre et de parler devant l'hygiaphone. L'initiative de notre pétillante ministre est pleine de bons sentiments. Rien d'étonnant cela dit de la part d'une ancienne militante des Jeunesses ouvrières chrétiennes. Rien de pire parfois que les cathos de gauche. Filandreux comme des vieux navets, ils essaient de vendre leur brouet sous des aspects progressistes gnangnan et sirupeux. Un peu d'eau bénite dans le pastis, un atelier fruits rouges à la kermesse de fin d'année et l'affaire est rondement menée. Quoi de plus sympathique si on les compare à ces bons gros fachos de Civitas par exemple dont je parlais récemment. Au moins, avec eux, on sait à qui parler quand il nous reste des dents.

Pour en revenir aux réquisitions, mot que ne cite d'ailleurs pas notre sémillante ministre, il serait grand temps que celles-ci soient mises en place, dans les actes et dans les faits. Les diverses tentatives de Jeudi noir ou bien du DAL méritent grandement d'être saluées. Elles sont le fait de militants organisés et responsables qui, indifférents au statut social des propriétaires, se servent directement dans l'inépuisable réserve de bâtiments inoccupés, au cœur des villes. Jusqu'à présent, aucune réquisition «officielle», c'est-à-dire décidée par les autorités de l'État, n'a vu le jour. Manque sans aucun doute de volonté politique, surtout ne pas faire de vague, restons bien à l'abri à faire le canard et les successeurs se débrouilleront avec la patate chaude. Et les congrégations, pour en revenir à elles, dans leur insolence toute faite de morgue et de charité gluante et écœurante, sont pourtant à la tête d'un patrimoine impressionnant. La revue Goliath nous apprend que les congrégations possèdent trois millions de mètres carrés. Quant au Canard enchaîné, que Cécile Dufloy a sans doute lu, il nous dresse, dans sa livraison du 14 novembre dernier, une liste impressionnante et vraisemblablement incomplète, d'immeubles parisiens appartenant au clergé, bâtiments vides ou réservés au seul usage de ces faiseurs de morale professionnels.

Alors ben oui, l'idée n'est pas si mauvaise, manque peut-être d'un peu de courage politique, mais de la part d'une catho de gauche, c'est pas gagné, ou bien alors retrouvons nos manches.

Émile Vanhecke

# Tentative de lutte à PSA

## Ambiance

**Récit d'un camarade ouvrier de PSA-Aulnay. Il témoigne de la lutte en cours et de la détermination d'une poignée de travailleurs à ne pas baisser la tête.**

TOUT COMMENÇA PAR UNE GRÈVE SURPRISE de l'atelier peinture déclenchée à quelques jours de l'annonce officielle de la fermeture de l'usine par 18 ouvriers en équipe A, 14 autres en équipe B. Ça stoppa l'usine. Personne n'avait vu venir cette grève organisée essentiellement par des intérimaires. La CGT, noyautée par Lutte ouvrière (LO), encore moins. Au fil des événements qui suivirent, l'attitude de ces derniers devint de plus en plus suspecte auprès de certains ouvriers.

Les propos d'un militant de LO lors d'une réunion de la CGT, et rapportés après coup par un des participants, contribuèrent encore plus à la suspicion grandissante. Faut dire que le militant n'y avait pas été de main morte, dans sa réponse à ceux qui proposaient d'utiliser le quasi-blocage de l'usine pour aller vers la grève totale le 12 juillet, comme beaucoup le suggéraient dans les ateliers... Réponse du trotskiste : « Ça arrangera le patron que l'usine soit à l'arrêt ! Si les ouvriers de Continental ont pu faire la grève non stop, c'est qu'ils étaient payés pendant deux ans ! Ici, c'est des actions ponctuelles qu'il faut faire ! » Les staliniens étaient copiés au-delà de leurs espérances. La conclusion du secrétaire du syndicat à la fin de la réunion en fait foi : « Pour le 12, on verra ce que décident les ouvriers ! »

Cependant, tout ça n'empêcha pas une manifestation sauvage organisée par la poignée de grévistes de l'atelier peinture. « Ne ratez pas le train de la grève... Après il sera trop tard ! » gueulaient ceux qui passaient sur les chaînes du ferrage. Mais, à part un petit nombre, personne ne prit le train en marche. Ce qui permit à LO de déclarer que la majorité ne suivait pas les grévistes de l'atelier peinture. Il faut dire que, au montage, des militants de LO avaient déjà tout fait pour dissuader les débrayages de soutien qui voulaient descendre en peinture. Ils firent de sacrées pantomimes pour ça.



Femmes et hommes de PSA-Aulnay, lors d'une action sur le péage autoroutier.

Malgré tout, le courant de sympathie était bien réel dans les ateliers où il n'était pas rare d'entendre des réflexions comme : « À 18, ils font ce qu'on devrait faire à 3 000 ! ils ont des c... , en plus c'est pratiquement que des intérimaires ! » Et même – les cadences tournant au ralenti grâce au blocage peinture – des choses plus sarcastiques encore du genre : « Le boulot se fait à présent dans la joie et la bonne humeur, sauf pour ceux qui ont les yeux rivés vers la peinture : direction et Lutte ouvrière compris ! »

Ayant eu vent de tout ça, les grévistes de l'atelier peinture préférèrent se faire épauler par SUD Auto qui organisa, à la sortie de l'usine, une collecte de soutien pour payer les jours de grève. Cette initiative fut bien perçue par les ouvriers. Ils y virent là une manière de maintenir la pression et de préparer au mieux la riposte alors que l'annonce officielle de la fermeture de l'usine était imminente.

Les seuls qui ne virent pas ça d'un bon œil furent bien sûr les militants de LO, qui n'en démordaient pas et répétaient que, si les ouvriers avaient voulu soutenir les peintres, ils auraient fait grève avec eux.

Le SIA, syndicat jaune, écrivit par ailleurs dans un tract ce que LO racontait tout bas dans les ateliers : « Les peintres de la cabine en grève, à vous de juger ! La majorité silencieuse s'interroge : À qui profite le blocage de la production ? »

Au final, les grévistes finirent par rendre les armes. Avec les honneurs, malgré tout. À seulement deux poignées par équipe et malgré les bâtons dans les roues que leur ont

flanqué LO et le SIA, ils obtinrent, suite aux négociations, douze heures de grèves payées, les contrats des 10 intérimaires grévistes prolongés jusqu'à janvier 2013. Avec ça, ils restèrent tous soudés et, pour eux pas de doute, ils avaient bien vu sur qui ils pouvaient compter.

À présent, aux autres ouvriers de comprendre, eux aussi, qu'ils ne peuvent plus compter que sur eux-mêmes.

Le lendemain, l'annonce de la fermeture de l'usine en 2014 était officialisée. Le cynisme avec lequel fut annoncée la nouvelle par les chefs dans les réunions fut sans limites. Pour preuve, ils accordèrent jusqu'à 10 heures pour que les ouvriers se remettent du choc et appellent leur famille. L'ignominie alla encore plus loin : 1 500 personnes seraient reclassées à Poissy, 1 500 autres dans le bassin des alentours d'Aulnay-sous-Bois. La stupeur, la consternation régnaient. Pourtant, tout le monde savait que le coup de massue final restait à venir. Les imbéciles qui croyaient les chefs qui disaient que l'usine ne fermerait jamais les croiront-ils quand ils diront que personne ne restera sur le bord du chemin ?

Ces questionnements des salariés, ainsi que le contexte syndical évoqué au début de cet article, sont pour moi les clés permettant de comprendre où l'on en est arrivé actuellement à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois. Cela fera l'objet d'autres articles à venir.

Silien Larios

Notre-Dame-des-Landes

# L'État voyou va frapper encore



**TANDIS QUE PREUVE EST FAITE** que l'État a grossièrement manipulé les chiffres pour faire croire à la rentabilité de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, on apprend l'imminence d'une nouvelle intervention policière de grande ampleur pour évacuer les contestataires du projet.

## Une manipulation

Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes est fondé sur une manipulation des chiffres pour faire croire qu'il serait rentable. C'est ce que révèle, ce 3 décembre, le journaliste Hervé Kempf, sur le site [reporterre.net](http://reporterre.net).

Le 17 novembre dernier, le sénateur d'Europe écologie-Les Verts (EELV) Ronan Dantec affirmait : « Lors de l'enquête coût-bénéfice sur le projet, l'État a manipulé les chiffres. Au moment de calculer la valorisation en euros des gains de temps permis par le nouvel aéroport, les sommes ont été au moins doublées. Sans cela, l'enquête coût-bénéfice aurait été négative. Cela a été fait sous la responsabilité du préfet de l'époque, Bernard Hagelsteen, aujourd'hui conseiller chez Vinci... Cela contribue à l'extrême fragilité de la légitimité démocratique de ce projet. »

En substance, détaille Hervé Kempf, l'enquête publique préalable au dossier d'utilité publique du projet d'aéroport du Grand Ouest Notre-Dame-des-Landes, réalisée en 2006 et ayant conduit au décret d'utilité publique pris en février 2008, s'affranchit des règles du ministère des Transports destinées à valoriser monétairement les gains de temps de transport permis par la nouvelle infrastructure. Résultat : un quadruplement des chiffres qui permet de présenter comme économiquement avantageux un projet d'aéroport qui, si

l'on avait suivi la méthode recommandée, serait apparu comme déficitaire !

Une manipulation qui pose, notamment, ces quelques questions : qui l'a opérée ? A-t-elle été couverte par les autorités préfectorales de l'époque, dont le préfet Bernard Hagelsteen, qui travaille maintenant chez Vinci ? Pourquoi le Conseil d'État n'a-t-il pas vu ce manquement évident à la méthode officielle d'expertise ?

Des questions pour le moins embarrassantes pour le gouvernement et pour le Premier ministre, des questions qui expliquent aussi leur refus de remettre à plat un projet mené avec des méthodes dignes d'une république bananière.

## Une nouvelle opération policière ?

Deux arrêtés jumeaux signés par le préfet de Loire-Atlantique, pour la période du 3 au 10 décembre, l'un interdisant le transport de « tout carburant » et l'autre prohibant le transport de « tout explosif, produit inflammable, feu d'artifice » sur les communes de Notre-Dame-des-Landes et Vigneux, ont mis la puce à l'oreille de BreizhJournal pour qui « le pouvoir va tenter de vider Notre-Dame-des-Landes cette semaine ».

Selon le même journal, « de source policière, ces arrêtés sont motivés par "l'organisation d'une opération de grande ampleur pour vider Notre-Dame-des-Landes des opposants" (et l'organisation d'une opération très prochaine nous est confirmée par des gendarmes de Loire-Atlantique "pour le milieu de la semaine"). »

Par ailleurs, « un jugement en référé est attendu le 4 décembre pour décider si les cabanes construites depuis le 17 novembre à la Châtaigneraie (la Chat

Teigne), à l'ouest du bois de Rohanne, sont légales ou non par rapport au Code de l'urbanisme (Vinci-AGO a déposé plainte pour construction illégale) et si la force de l'ordre peut procéder à leur démolition. L'opération commencerait le 5 décembre au petit matin et s'étalerait sur deux ou trois jours. Elle pourrait reprendre le lundi 10 décembre en cas de résistance inattendue sur zone ».

Jean-Pierre Anselme

On consultera utilement :

1. L'analyse détaillée de la manipulation des chiffres sur le projet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes par l'État sur [reporterre.net](http://reporterre.net) (avec aussi d'autres articles sur le sujet) : [reporterre.net](http://reporterre.net)
2. L'article de BreizhJournal sur l'intervention programmée des forces de police : [breizhjournal.wordpress.com/2012/12/02/le-pouvoir-va-tenter-de-vider-notre-dame-des-landes-cette-semaine](http://breizhjournal.wordpress.com/2012/12/02/le-pouvoir-va-tenter-de-vider-notre-dame-des-landes-cette-semaine)
3. La lettre de Stéphanie L, médecin qui a soigné de nombreux blessés à la suite des violences policières à Notre-Dame-des-Landes, au préfet de Loire-Atlantique : [bastamag.net/article2808.html](http://bastamag.net/article2808.html)
4. Le blog du Collectif de lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : [lutteaeroportnddl.com](http://lutteaeroportnddl.com)
5. Zone à défendre, le site des occupants de la ZAD : <https://zad.nadir.org/lang=fr>
6. Le remarquable article de Pierre Deruelle, « Notre-Dame-des-Landes : un projet de 1967 pour répondre aux défis de notre temps » : [lutteaeroportnddl.com](http://lutteaeroportnddl.com)

## Brèves de combat

### Tohu-bohu à Siliana

Devant le siège du gouvernorat de Siliana (Tunisie), la situation s'aggrave, les policiers ont répondu aux manifestants par des tirs de gaz lacrymogènes avant de tirer eux avec des fusils et de la chevrotine. Une façon de chasser le sanglier qui est même interdite par la loi en Italie! La dure répression a suscité beaucoup d'indignation qui ne fait que croître du fait du maintien en poste du gouverneur. Le lendemain des affrontements, les manifestants ont abandonné symboliquement la ville et se sont dirigés vers Tunis à pied en lançant comme message au gouverneur: «Tu peux bien gouverner, mais tu gouverneras seul!» Ce qu'ont devrait plus souvent dire à nos politiques!

### Précaires dans la rue

Pour la dixième année consécutive le premier samedi de décembre, date anniversaire de la création du RMI, les chômeurs et travailleurs précaires ont manifesté. Ils étaient environ 2 500, à l'appel des organisations représentatives (AC! Apeis, MNCP, et CGT chômeurs), à battre le pavé parisien pour réclamer le «changement» de leur situation et une revalorisation des allocations. Des camarades de la Fédération anarchiste les ont accompagnés.

### Des nouvelles de NDDL

La commission de dialogue annoncée par le Premier ministre sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes s'est réunie pour la

# Météo syndicale



**DIABLE, ÇA BRANLE DANS LE MANCHE**, surtout au royaume de la social-démocratie; à force d'avaler des couleuvres, les partisans et partisans de l'avènement du socialisme par les urnes en viendraient-ils à la dissidence? On en vient à l'unité de toutes les boutiques politiques de l'Est en général et de la Moselle en particulier pour flétrir la capitulation du gouvernement devant Amitalland et compagnie. Tout juste si des représentants UMP du territoire lorrain ne déclarent pas que Nicolas Sarkozy s'est fait «entuber» (sic) par le nouveau maître de forges made in India! Pour rebondir sur le fait avéré que Hollande et son équipe de tombeurs n'ont pas fait mieux et cela au nom de l'éternelle rose socialiste.

«Tout délégué investi d'un mandat politique ne pourra plus faire partie du Comité général ni être délégué par lui.», Diable! ça ne lésinait pas sur les bases du syndicalisme révolutionnaire en 1909 dans l'ABC syndicaliste de Georges Yvetot. C'est sûrement ce qui ne se dit pas assez dans les rangs des oppositionnels aux diverses directions syndicales. Las de servir de marchepieds aux diverses tendances politiques, elles et ils devraient plutôt se considérer comme, plus que poches de résistance, une autre proposition pour un monde nouveau.

Pour en revenir à l'actualité, la réalité qui vous rabote la gueule vaut souvent mieux que compulser les archives anarchistes! On peut répéter à satiété que le chemin vers une autre société ne passe pas par des élections, la débandade autour de Florange vaut tous les livres de propagande anarchiste...



Les leaders maximo des diverses boutiques syndicales font grosso modo un peu profil bas. Ils laissent même la place aux délégués de base dans les médias. Pour mieux s'entendre avec le pouvoir en place sur le dos du monde du travail? Cela est quasiment sûr, et main dans la main avec le Medef pour s'incliner devant la loi du marché? Ça se sent... Il est plus que temps de renverser la tendance et pas seulement par des incantations.

Jean-Pierre Germain

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



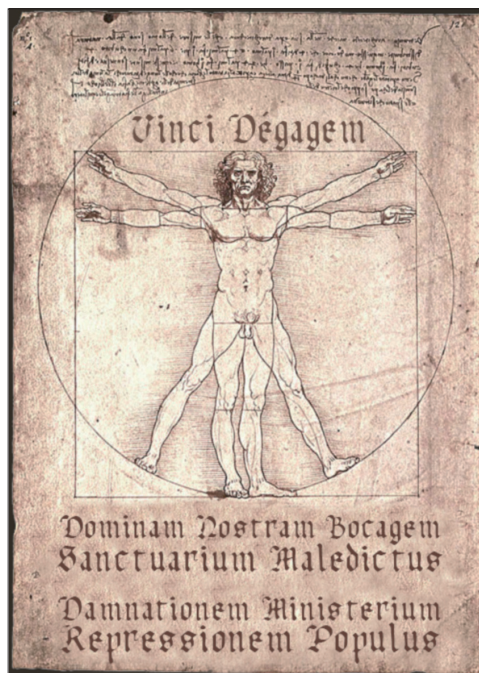
# À Notre-Dame-des-Landes, la lutte continue

DANS LE BOCAGE de Notre-Dame-des-Landes, les occupants de la ZAD (zone à défendre), depuis presque cinq ans pour certains, avaient déjà donné un visage particulier à la lutte contre le projet d'aéroport et contre le monde qu'il représente. Au-delà des analyses sur les répercussions écologiques et les dommages sociaux du projet, au-delà de la contestation d'une forme d'aménagement du territoire et d'une manière de décider (l'autoritarisme déguisé en une pseudo démocratie), c'est une leçon de vivre ensemble qui se construit sur ces terres. Là, a été adoptée une forme de vie autogestionnaire. Elle est fondée sur des assemblées générales souveraines, et donc la prise de décision est collective pour tous les aspects de la lutte comme pour la gestion du quotidien (production et partage de nourriture, habitat, moyens de transport, culture...).

Cet îlot de résistance et de vie autrement a été considéré par le pouvoir (politique et économique) comme une alternative potentiellement subversive, à plus large échelle, un «kyste», pour le ministre de l'Intérieur. C'est ce qui explique le déploiement hallucinant de forces de l'ordre pour qui tout doit disparaître et le plus vite possible. Elles n'ont pas rechigné à la violence et n'ont pas hésité à détruire des lieux de vie ainsi que des biens (vélos, lits...) des habitants.

Les zadistes (terme générique recouvrant de multiples individualités aux visions diverses) ont su tisser des liens avec leurs voisins et construire un réseau de personnes concernées alentour. Aussi, dès que la répression a commencé, la résistance s'est organisée et a bénéficié de soutiens de plus en plus larges. La détermination des zadistes face aux forces de l'ordre et le modèle alternatif qu'ils montrent ont séduit, bien au-delà des clivages politiques actuels.

Malgré certaines manœuvres, les partis politiques n'ont pas de prise sur ces personnes et ils n'apparaissent qu'en renfort. Le gouvernement tente toujours – en vain – de séparer les bons opposants des méchants «anarcho autonomes», «spécialistes de la guérilla urbaine» Alors que, de fait, l'ensemble des contestataires fait front commun.



Le succès de la manifestation du 17 novembre en témoigne. Au-delà du nombre (plus de 40 000 manifestants), c'est la créativité de l'événement qui a marqué : nombreux panneaux de personnages aux messages poético-politiques, innombrables chansons et slogans conçus pour l'occasion. Surtout, il y a eu la construction collective, en autogestion, des maisons et abris en bois et paille.

Le fonctionnement autogestionnaire mis en place par les zadistes bouleverse la donne politique. Nous rencontrons de plus en plus de personnes, initialement méfiantes quant aux capacités autogestionnaires des humains, qui reconsidèrent leur point de vue. Elles s'enthousiasment même pour cette forme de vie collective, respectueuse de l'individualité, dans laquelle chacun participe selon ses moyens et envies.

De fait, les collectifs de soutien se sont multipliés dans toute la France, et même au-delà, chacun prenant des initiatives autonomes, sans attendre les consignes d'un centre quelconque. La ZAD, par son mode d'existence et sa résistance, a transfiguré les conditions de la lutte. Ceux qui se battaient isolés dans leur coin voient affluer de partout de nombreux soutiens.

Même au-delà des soutiens actifs, une bonne partie de la population qui ne suit que de loin ce qui se passe sympathise avec cette lutte. En effet, la destruction de terres agricoles, de bocages, et surtout les partenariats public-privé qui illustrent parfaitement l'entourloupe capitaliste permettant au privé d'obtenir des profits alors que la prise en charge des pertes est assurée par les collectivités publiques, ont de plus en plus de mal à passer dans l'opinion publique.

Le combat autogestionnaire à la ZAD avec l'entraide qui y est développée montre que l'on peut coordonner des activités, assurer une certaine justice sans avoir recours à l'État.

La répression policière et gendarmesque menée par l'État pour défendre les intérêts du groupe privé Vinci, constructeur et concessionnaire de l'aéroport, confirme, s'il était besoin, le slogan «gendarmerie et police nationales = milices du Capital».

Le Premier ministre de l'État français, Jean-Marc Ayrault a pu déclarer : « Nous ne nous laisserons donc pas dicter une vision du monde qui n'est pas la nôtre » façon de dire qu'il voudrait nous dicter la sienne ! De fait, nous ne partageons pas la même vision du monde. Nous ne voulons pas du monde de l'exploitation et du profit, de la destruction de la nature et des animaux. Nous voulons construire un monde sans hiérarchies fondé sur l'entraide, où il fait bon vivre.

La Fédération anarchiste dénonce, évidemment, la violence étatique et soutient l'opposition à l'aéroport, telle qu'elle est engagée par la ZAD et ses amis. Utilisant tous ses réseaux (ses groupes de militants, sa radio, sa presse), la Fédération anarchiste appuie pleinement la lutte en cours et se fera toujours l'écho des alternatives autogestionnaires mises en place ici, à la ZAD, et partout ailleurs, en France et dans le monde.

La Fédération anarchiste appelle à rejoindre la lutte sur le terrain, à participer partout aux initiatives de soutien ou à en créer là où il n'y en a pas encore.

Secrétariat aux Relations extérieures  
de la Fédération anarchiste.

première fois à Matignon. Son président a annoncé à la presse : « Nous ne sommes pas autre chose qu'une commission de dialogue et par conséquent nous ne jugeons pas le projet. Cette mission devrait durer à peu près quatre mois. En tant que commission de dialogue, nous allons écouter les gens qui voudront bien nous parler, à la fois opposants et partisans du projet. » On ne se fait pas trop d'illusions sur laquelle des deux parties aura le plus d'impact sur la commission...

## 2,8 millions de chômeurs

Départements d'outre-mer compris, le taux de chômage en France s'élève à 10,3 % de la population active, selon l'Insee. Plus de 2,8 millions de personnes sont privées d'emploi. La situation en France se dégrade depuis cinq trimestres et retrouve des niveaux inconnus depuis la fin des années quatre-vingt-dix.

## Euthanasie

Contrairement à ses voisins européens, la France n'avait jamais exploré les décisions prises par le corps médical face aux patients en fin de vie. L'Institut national d'études démographiques a publié les premières données générales sur la question. Il ressort que, près de la moitié des décès ont été précédés d'une décision médicale ayant pu hâter la mort du patient. Dans 3,1 % des cas, une décision a même été prise dans l'intention de la précipiter, ce que n'autorise pas la loi.



# Chronique néphrétique

## État libéral dégénéré

«[...] il n'y a pas plus de raisons d'assimiler le libéralisme à tout ce que des libéraux, ou des hommes supposés tels, ont à quelque moment proclamé comme un évangile. Ils peuvent très bien s'être trompés, et dans la mesure où ce qu'ils considéraient comme du libéralisme a eu des conséquences antilibérales, ils se sont certainement trompés.»

C'est ce qu'écrivait Walter Lippmann dans les années 1930. Je découvre l'auteur, et l'existence d'un courant de pensée «néolibéral» bien éloigné de l'image qu'on a tracé de lui dans les milieux de gauche. Je ne vais pas discuter aujourd'hui du contenu de *La Cité libre*, mais de la surprenante impression de «déjà-vu, déjà-lu» qui m'est apparue à la lecture de ces lignes.

«Ils se sont certainement trompés partout où les conclusions auxquelles ils sont parvenus contredisent leur point de vue originel et viennent à l'encontre de leurs buts.»

Lippmann voulait refonder le libéralisme au nom du libéralisme.

«Le développement du libéralisme récent a eu toutes ces conséquences négatives, et le caractère doctrinaire des derniers libéraux n'a pas permis un réexamen approfondi de leurs erreurs.»

Serge Audier, dans *Néo-libéralismes*, parle de Lippmann : « Pour le comprendre, il faut renoncer à élucider le sens du libéralisme à partir de ce qu'il est finalement devenu – une idéologie conduisant à l'échec économique et à la souffrance sociale des masses. C'est en vérité une toute autre philosophie qui animait jadis les "pionniers libéraux" dont il faut se remémorer la ferveur évangélique qu'ils mettaient à prêcher que le libre échange était un nouveau bienfait pour l'humanité entière. Aux sources morales et politiques du libéralisme, il n'y a pas le cynisme d'une minorité avide et indifférente aux fléaux sociaux, mais bien un mouvement généreux, fidèle aux plus hauts idéaux universalistes d'émancipation du monde moderne... »

Cela vous rappelle quelque chose ? Au même moment, dans cette fin des années 1930, Léon Trotsky tente de refonder le communisme au nom du communisme.

«Une fois figé dans ses propres erreurs, le libéralisme attira naturellement un nombre excessif d'arrivistes et d'opportunistes médiocres, et rebuta les hommes généreux, braves et clairvoyants.»

Le communisme, devenu stalinisme, attira lui aussi un nombre d'excessifs et de médiocres opportunistes. C'est ce que Trotsky

dénonce, avec quasiment les mêmes termes, dans la «promotion Lénine» qui permet à Staline d'intégrer des milliers d'individus au sein du parti, et d'y noyer les quelques survivants de la vieille garde bolchevik.

Bon, où je veux en venir ? Ce n'est pas seulement pour ce parallèle et cette simultanéité. C'est aussi pour leur commun échec. On ne peut réduire un pays, une société, des masses d'individus, à une idéologie. Celle-ci peut intervenir directement ou indirectement sur tous les faits, gestes et pensées des individus qui composent une société, elle n'est pas la société. L'idéologie peut parler économie, elle peut même n'être qu'économisme, elle n'est pas l'économie, elle n'est pas un mode de production. Le libéralisme n'est pas le capitalisme. Les faits sont plus puissants que les mots. L'idéal économique et politique libéral n'a jamais existé. De même pour l'idéal communiste. Leur influence a changé le monde – pas comme le voulaient la plupart de leurs propagandistes – mais revenir à un corpus, à des pratiques idéales d'avant la faillite est illusoire, justement parce que le monde a changé ! Entre autres, il n'est plus disposé à entendre le même discours.

Soixante-dix ans après, le capitalisme n'est pas guéri des défauts dénoncés par Lippmann. Certains de ses défenseurs, des hommes d'État, ont pu se référer à ses analyses, mais d'autres ont poussé à l'extrême les travers qu'il dénonçait. Quarante-vingt ans après 1929 : 2008. L'ampleur du désastre confirme l'impossibilité d'une refondation du capitalisme. Quant au communisme, la réalité des faits est un repoussoir qu'aucun discours ne peut contrer. Mais s'arrêter là serait simpliste. Ce n'est pas une conclusion qui rejeterait ces deux idéologies dans les poubelles de l'histoire. C'est l'intro.

«Le mot "libéral" sera peut-être oublié, ceux qui se font appeler "libéraux" devront peut-être retomber dans un silence humilié, mais les nécessités inhérentes au mode de production n'en contraindront pas moins les hommes à redécouvrir et à restaurer les principes essentiels d'une société libérale.» Et pourquoi pas ? Mais ce mode de production sera-t-il encore capitaliste ? (à suivre)

Rodkol

rodkol@netcourrier.com



# Nouvelles des fronts

**« Les hommes combattent pour leur servitude  
comme s'il s'agissait de leur salut. »  
Spinoza**



LES «VIEILLES» CONFÉDÉRATIONS sont toujours d'excellentes courroies de transmission malgré des apparences trompeuses et elles ne sont pas aussi détendues qu'on nous le laisse penser. À preuve, à Montreuil le fauteuil de la CGT revient toujours à un membre du PCF, peut-être atypique mais néanmoins au PC, qui dans cette succession mouvementée ne lâche rien. On peut se demander d'ailleurs quels furent les gages donnés par le futur secrétaire général de la centrale à la vieille garde du Colonel-Fabien. Quant à la CFDT, c'est redevenu curé et compagnie de Jésus. Leur bon Berger (c'est son nom, il fallait oser) a été, de 1992 à 1994, secrétaire général de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), ce qui laisse penser que le nouveau SG est sans doute un chantre (je n'ai pas dit chancre) de l'association du Capital et du Travail très prisée chez ceux qui se revendiquent d'un christianisme «social». En bref, dans les deux plus importantes organisations syndicales, les vieux appareils sont toujours à la manœuvre. Ce qui implique le maintien de la doctrine «sociale» de l'Église, de l'État et du parti, le maintien, en d'autres termes, des impasses du passé qui préparent les culs-de-sac de l'avenir. À quand un Pouget pour botter le cul à toute cette racaille partenariale ?

«Fleur ange», ça sent la mort dans la vallée, des lys blancs sur le cercueil d'acier des hauts fourneaux. La CGT nationale n'a pas élevé le ton, la CFDT n'a pas agité son goupillon et c'est le glas de la trahison qui a résonné sur la Fensch... «On prend possession de l'usine», ont répliqué les syndicalistes... chiche, mais pour quoi faire ? Des canons, des lampes de mineurs, des tire-bouchons ? Mittal n'en a rien à cirer de quelques centaines de métallos lorrains, il s'apprête à en virer plus de 26 000 en Ukraine, c'est autrement plus excitant !

Mittal n'est pas le seul à avoir à sa solde des liquidateurs de tout compte, le journal Sud-Ouest sacrifie 180 emplois, l'équipementier automobile Faurecia prépare dans l'est une charrette de 3 000. Alcatel supprime en France 934 postes, comme d'hab «basés sur le volontariat», et 4 000 autres dans le monde, SFR réduit son effectif de 856, là encore des «volontaires». Candia boit du petit lait et dégage 313 vaches à plus-value, quand PSA à Rennes prépare un dégraissage, comme ils disent, de 1 400 emplois... et l'on dénombre dans le même temps 30 000 travailleurs «low-cost» (estimation basse), donc sans droit, dont un grand nombre venus des pays dits de l'Est. Abaisser le coût du travail, ils en ont rêvé et ils le font, et en plus ils gagnent un jackpot de 20 milliards d'euros en cadeau. Bon d'achat pour le Medef sans que ça gêne plus ça que le parti et le goupillon car c'est pour la bonne cause... la relance de l'économie et le maintien de l'exploitation.

Quant à la riposte, ça barbotte, après une journée nationale foireuse en novembre dernier, quelques mouvements brefs et disparates comme à l'accoutumée. Grève à l'Afpa pour éviter le naufrage ; dans les services municipaux parisiens contre la précarité et pour la titularisation de 1 500 contractuels ; dans les Caisses d'allocations familiales où l'on croule sous les dossiers en retard, ce qui a des effets néfastes sur les conditions de travail et la satisfaction des usagers pour lesquels les allocs sont souvent essentielles pour organiser la survie. Grève sur le Transilien (SNCF) contre la suppression de deux postes d'aiguilleurs et action directe au congrès des maires, où se sont invités les salariés de PSA Aulnay... en bref des échauffourées toute symboliques, comme la marche des chômeurs à Paris le 1<sup>er</sup> décembre.

De bonnes nouvelles aussi quelquefois, Vinci condamné suite à la mort d'un ouvrier exposé à des inhalations de vapeurs de bitume, le premier d'une longue série de procès face à un cancer du travail trop longtemps nié. Aubry, mise en examen pour blessures et homicides involontaires dans le dossier de l'amiante, et l'ancien chef du patronat espagnol, mis en prison pour détournement de fonds et blanchiment d'argent. À quand les responsables des caisses antigreve du Medef ?

Ailleurs, ça cogne aussi, 160 emplois liquidés chez Zynga un éditeur de jeux nord-américain, 2 400 chez Dow Chemical qui ferme 20 usines, 11 000 à Citigroup, histoire de faire 1,1 milliard d'économie. Iberia crash 4 500 emplois, soit le quart de son effectif... La Fensch, vraiment une toute petite rivière dans un océan de chômage et de profit. Chômeurs par millions, dans la France de l'égalité proclamée, antivols dans les supermarchés sur les paquets de viande, un Français sur cinq qui renonce aux soins de santé faute d'argent et de mutuelle, 23 % de jeunes sont reconnus comme pauvres et 60 % de chômeurs parmi les jeunes d'outre-mer. Itou en Espagne avec ses 9 millions de sans-emploi et en Grèce avec un taux officiel de 26 % de chômeurs... Cerise sur la misère, environ 70 % des travailleurs dans le monde n'ont pas d'assurance chômage, qui n'existe que dans 72 pays sur les 198 suivis par l'OIT (Organisation mondiale du travail). Mais un jour la Chine (100 000 conflits sociaux en 2011) ou le Bangladesh (10 000 manifestants à Adhulia) et d'autres pays s'éveilleront, et là, Nicolas, on verra que la Commune n'est pas morte !

Hugues

Groupe Pierre-Besnard.

# Classe publique, classe privée

**LES MOTS SONT PUISSANTS.** Combien de morts pour le mot « dieu », qui ne désigne rien de réel ? Combien de morts pour « la France », ou « la race », guère plus concrets ? *Homo sapiens sapiens* a toujours su que, pour manipuler les congénères, il faut et il suffit de manipuler les mots. L'avenir, la justice, la morale, le bien : autant de pinces, de tenailles, de menottes et de laisses.

Or, face à la microscopique nature du mouvement anarchiste en France et ailleurs, il nous faut constater que sa force est d'abord dans les mots. Hélas, non seulement nous ne les utilisons pas toujours si bien, mais en plus, on nous les vole ! On nous vole « anarchie », que l'on détourne en « loi de la jungle ». On nous vole « fédération » pour en honorer des mafias vouées au décervelage par le football. On nous vole « société du spectacle » pour se contenter de blâmer la stupidité des écrans et « liberté » pour exalter notre choix entre dix-sept marques de saucisson. Ces vols sont graves, parce qu'ils nous étouffent.

Ainsi de « lutte des classes ». Et de ses fidèles servants « prolétariat » et « bourgeoisie ». Le prophétisme déchaîné de Karl Marx, sa foi aveugle dans les miracles de la dialectique matérialiste, sa certitude que les

constantes victoires du capital devaient, précisément grâce à la dialectique matérialiste, s'inverser un jour dans la définitive victoire du prolétariat ; cette religiosité infligée à « lutte des classes » lui a volé son mordant. Mais, outre l'excès de foi, les changements d'apparence ont eux aussi étouffé une expression qui devrait être un vitriol permanent. Les mots « lutte des classes », en 2012, évoquent à la plupart des gens le combat du ventru en haut-de-forme et du Mimile en marcel. Le combat des gants beurre frais contre les yeux au beurre noir. Les casquettes des durs contre les huit-reflets des grands.

Bref, un folklore disparu vers 1947. Le capitaliste de 2012 porte jean et tee-shirt. Les apparences comptent et la difficulté actuelle à distinguer la classe sociale par le vêtement joue un grand rôle. Mais, bien sûr, le véritable étouffoir de la notion de lutte des classes a été le passage (dans les pays occidentaux s'entend) à une économie de services, servie par une population dont le niveau d'études officiel a depuis longtemps dépassé celui du certificat du même nom. L'infirmière, l'employé, et *a fortiori* les psychologues, enseignants, informaticiens, cadres, etc., croient souvent que la lutte des classes est plus périmée que

leur portable : comment peut-on les confondre avec des Mimiles en marcel, eux qui savent écrire, qui mangent la bouche fermée, qui ont fait du trekking au Pérou et du yoga en Indonésie ?

Cette vaste classe moyenne commence certes, depuis quelques années, et en particulier depuis les années Sarkozy, à comprendre qu'elle tombera plus vite dans les bras de Mimile que sur les fauteuils de Bernard-Henry. Mais la lutte de classes, non, absurde !

Une expression pourrait bien aider ces aveugles par vanité à comprendre, admettre, la lutte des classes.

## « Classe publique, classe privée »

Dire qu'on peut résumer une bonne part de l'histoire sociale aux mots « les riches contre les pauvres » à des gens qui se savent hors des rangs des riches, et se croient hors des rangs des pauvres parce qu'ils voient un SDF dans la rue et savent que eux retrouvent un trois-pièces et un écran plat, c'est pisser dans un violon. Mais classe publique, classe privée ?

Dans la classe publique se trouvent les gens qui ne peuvent maintenir leur niveau de vie que grâce, à un moment ou à un autre, à l'aide publique. La très grande majorité des Français savent qu'ils subirait un effondrement financier irrémédiable s'il leur fallait soudain remplacer les cotisations à la Sécurité sociale par des paiements à une assurance-maladie privée, les cotisations retraite par une forme de pension privée, s'il fallait payer intégralement les études universitaires des enfants, voire leur école primaire et secondaire. La classe privée, elle, comprend les gens qui maintiendraient leur niveau de vie même s'ils ne recevaient aucune aide publique.

## Ça fonctionne !

L'infinie diversité sociale moderne s'efface prestement devant ce simple critère : le bac+3 picard comprend soudain son lien avec le SDF madrilène, la paysanne somalienne et l'ouvrière chinoise, il comprend également sa distance d'avec le banquier luxembourgeois, le milliardaire américain, le notaire à chasse en Sologne.

Classe publique comme hôpital public, comme école publique, comme transport publics.

Classe privée comme clinique privée, comme jet privé.

Nestor Potkine



# Flic,

sous l'uniforme tu restes un travailleur



**Ramón Pino**

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

**AUTANT LEVER IMMÉDIATEMENT** toute ambiguïté, le titre de cet article est évidemment provocateur et n'est que le pastiche d'un slogan des années 1970 à destination, alors, des soldats effectuant leur service militaire (appelés sous les drapeaux, comme on disait). Habitues que nous sommes en France à voir le comportement des forces de l'ordre (c'est-à-dire du pouvoir en place) comme à Notre-Dame-des-Landes par exemple, on ne se fait aucune illusion sur leur conscience de classe. Aussi, qu'elle n'a pas été notre surprise à la lecture de la lettre ouverte qu'un syndicat de la police espagnole a adressée à son ministre de tutelle. On ne résiste pas au plaisir d'en livrer ici la traduction intégrale, des fois que ça donne l'idée aux syndicats équivalents français qui liront ces lignes (si, si, il y en a!) d'avoir la même démarche envers leur taulier à eux, Manuel Valls.

## Lettre de flics à leur ministre

Ce courrier émane donc du Syndicat unifié de police (SUP), signé par son secrétaire général, Juan Manuel Sánchez Fonet, et adressé au ministre de l'Intérieur du gouvernement espagnol.

À Monsieur le ministre de l'Intérieur (Madrid, le 28 novembre 2012)

« Monsieur le ministre,

Hier des membres de différentes unités d'intervention de police (UIP) participaient à l'entraînement de Linares (province de Jaén). Une équipe TV filmait les exercices qui se déroulaient sous la direction du commandant des unités, le commissaire Iguisquiza. Il n'a pas cessé d'insister pour que l'on soit plus incisifs, a ordonné des tirs de flash-ball et manifesté sa réprobation devant la mollesse desdites unités au cours de certaines actions.

« Résultat de ces instructions : trois boucliers de protection ont été brisés par l'impact des balles en

caoutchouc (qui en principe doivent être dirigées vers le sol, et non directement sur les boucliers, ce qui nous entraîne ainsi pour qu'à l'avenir on fasse de même sur les citoyens).

« En plus des boucliers endommagés, huit membres de l'UIP ont été blessés de diverses façons : genoux, tibias, yeux et même, pour l'un d'eux, testicules (il s'agit d'un chef d'unité qui a dû être transporté dans un centre médical).

« Ce qui s'est passé au cours de ces exercices est une calamité qui tend à instaurer des pratiques illégales et dangereuses pour les citoyens, pouvant avoir de lourdes conséquences, tant par les graves blessures physiques infligées aux personnes que par le discrédit occasionné au corps national de la police. Si vous persistez dans cette voie (ainsi que les états-majors), vous nous ferez assimiler plus à la police franquiste qu'à la police démocratique que nous avons eu tant de mal à construire (certains plus que d'autres). Au vu du rejet social qui se produira, nous serons obligés de cacher la profession que nous exerçons à nos voisins et à nos enfants.

« Au SUP, nous considérons que votre gouvernement, ainsi que certains postes de commandement, mettent en place une stratégie consistant à faire de la police le rempart, le support et le récepteur d'une partie du malaise social dû à votre politique, n'envisageant certaines actions que d'une seule manière ; ne manque plus qu'à donner aux forces de l'UIP les consignes pour agir en dehors du protocole dans les conflits sociaux.

« Monsieur le ministre, vous et votre gouvernement, cherchez-vous à ce qu'il y ait un mort en Espagne, qu'il soit citoyen ou policier, afin de détourner l'attention et de justifier de futures actions plus musclées contre ceux qui s'opposent à votre gouvernement ? Si ce n'est pas le cas (par ignorance de ce qui se passe dans votre ministère), ça y ressemble fort.

« Nous vous demandons de cesser de donner des ordres pour placer des commissaires membres de votre organisation religieuse à certains postes pour lesquels

ils n'ont pas les compétences requises, et de vous préoccuper de l'action de la police, de la sécurité de ses membres, et du respect des droits des citoyens. »

Rassurons-nous sur le rôle « démocratique » de ce syndicat : son secrétaire général défendait il y a peu le fait que des policiers en civil puissent intervenir dans les manifestations, précisant qu'il ne s'agissait pas d'agents provocateurs, ce qui, d'après lui, n'est qu'« un vieil argument de l'extrême gauche qui fait rire les policiers » (ben voyons !). Il poursuit en déclarant que « le fait qu'un policier s'infilte et se promène avec un bâton ne veut pas dire que d'autres que lui puissent se mettre à distribuer des coups en suivant son exemple ». Entendu. La fraternisation manifestants-policiers, c'est pas pour demain, ni en Espagne ni chez nous. Mais quand même, pour en revenir au courrier adressé au ministre de l'Intérieur espagnol, vous imaginez la tête de Valls recevant une telle missive ?

### La tête de Valls recevant une telle missive

Mais qu'il se rassure, chez nous la police est beaucoup plus respectueuse de sa hiérarchie et de son ministre de l'Intérieur. Elle l'a toujours été d'ailleurs ; il n'y a qu'à considérer son attitude sous le gouvernement de Vichy. On n'a pas manqué, après la Libération, d'installer sur les murs de Paris des plaques commémoratives à la mémoire des membres des forces de l'ordre morts en ayant participé à la libération de la capitale en août 1944 (et parfois à partir de la 25<sup>e</sup> heure). Par contre, on n'a pas procédé de même en gravant sur d'autres plaques la liste des policiers qui ont collaboré, réprimé, déporté sans se poser de questions, en acceptant d'obéir aux ordres les plus crapuleux des autorités. Il est vrai que, si on avait établi ce genre de listes, il n'y aurait sans doute pas eu assez de murs dans tout Paris pour les placarder. De même, en octobre 1961, face à une manifestation de travailleurs algériens, notre police a eu l'occasion d'étaler son savoir-faire en matière de répression sous les ordres de l'éminent spécialiste qu'était le préfet Papon. Mai 1968, grèves, occupations, Larzac, Notre-Dame-des-Landes, les temps changent, mais pas les méthodes : les occasions n'ont jamais manqué dans notre pays pour voir combien nos forces de l'ordre étaient proches de la population, très proches même, jamais plus loin qu'une longueur de matraque. Tellement efficace qu'en son temps Michèle Alliot-Marie, alors ministre de l'Intérieur, proposait d'exporter l'expérience et l'aide de nos services de répression à la Tunisie de son grand ami Ben Ali.

Pas d'illusion à se faire, donc, sur ces forces censées nous « protéger », qu'il s'agisse de soldats, de flics ou de matons, on a beau m'expliquer qu'il s'agit de fils de prolétaires, ils ont bel et bien choisi de défendre des intérêts qui ne sont pas ceux de leur classe ; alors, même s'ils sont syndiqués, j'ai toujours autant de mal à voir des travailleurs sous l'uniforme. **R.P.**

**DANS LA THÉORIE CLASSIQUE**, la Constitution est ce texte supérieur, fondateur d'un système politique donné, qui garantit aux citoyens que les pouvoirs qu'ils sont censés avoir choisis ne vont pas verser dans l'arbitraire ou le parti pris, au profit de certains ou au détriment d'autres.

Jusqu'en 2010, le système juridique français posait que l'inconstitutionnalité éventuelle de dispositions de loi ne pouvait être soulevée que par 60 députés ou sénateurs, entre le vote et la promulgation. Une fois promulguée, la loi était inattaquable. Si ces braves gens, entre eux, ne souhaitaient pas se chamailler, une disposition inconstitutionnelle pouvait prospérer dans l'ordre juridique jusqu'à ce qu'un autre législateur ne l'abroge.

Depuis 2010, la France a rejoint ses voisins européens (l'Allemagne, notamment, le prévoyait depuis sa Constitution de l'après-guerre) et permet que, à tout moment, un justiciable conteste la constitutionnalité d'une disposition qui lui est opposée.

### Élisabeth la fronde

Le système reste toutefois bien verrouillé par les représentants de la caste au pouvoir. Ainsi par exemple, une certaine Élisabeth B. a récemment contesté un point intéressant parmi les conditions de recrutement des candidats à l'École nationale de la magistrature : l'exigence de « bonne moralité ».

La requérante estimait qu'il appartenait au législateur d'organiser de manière complète les conditions de recrutement des magistrats de l'ordre judiciaire, de définir les qualités que les candidats doivent présenter et de fixer les modalités d'appréciation de ces qualités par le pouvoir exécutif. En renvoyant à la notion imprécise de « bonne moralité », le législateur aurait méconnu l'étendue de sa compétence et porté atteinte au principe d'égal accès aux emplois publics.

Le Conseil constitutionnel a rappelé que la Constitution dispose : « Une loi organique porte statut des magistrats (art. 64 alinéa 3) ; que l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dispose que tous les citoyens étant égaux aux yeux de la loi "sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents" ; que les règles de recrutement des magistrats fixées par le législateur doivent, notamment en posant des exigences précises quant à la capacité des intéressés, assurer le respect du principe d'égal accès aux emplois publics et concourir à l'indépendance de l'autorité judiciaire. »

Mais pour la « bonne moralité », le Conseil constitutionnel précise simplement que cette disposition a pour objet de permettre à l'autorité administrative de s'assurer que les candidats présentent les garanties nécessaires pour exercer les fonctions des magistrats et, en particulier, respecter les devoirs qui s'attachent à leur état (sic) ; qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier, sous le contrôle du juge administratif, les faits de

# Sans v

**Jusqu'en 2010, une fois la loi promulguée, la France a rejoint ses voisins européens au moment, un justiciable conteste la loi qui lui est opposée. Ainsi de la notion de moralité qui porterait atteinte au principe d'égal accès aux emplois publics.**

nature à mettre sérieusement en doute l'existence de ces garanties ; que les exigences de l'article 6 de la Déclaration de 1789 n'imposent pas que le législateur précise la nature de ces faits et les modalités selon lesquelles ils sont appréciés.

Et hop ! Emballé c'est pesé ! On n'a pas à savoir à l'avance les critères de la « bonne moralité » pour un futur magistrat. À chacun de le découvrir au moment où l'Administration l'invoque, et à le contester à ce moment-là. Sans doute faut-il aller chercher des indications sur ce critère dans les noms de quelques signataires de cette décision du Conseil constitutionnel :

– Jean-Louis Debré, exemplaire de la moralité d'un ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac de 1995 à 1997, en même temps qu'il était député de l'Eure sans discontinuer de 1986 à 2007, également conseiller municipal d'Évreux, conseiller général de l'Eure, adjoint au maire de Paris, président du RPR et membre d'honneur de l'Observatoire du patrimoine religieux (association multiconfessionnelle œuvrant au rayonnement du patrimoine culturel français) ;

– Jacques Barrot, démocrate-chrétien pur jus (de père en fils), ministre de tous les gouvernements de droite depuis la présidence de Georges Pompidou, en même temps que député de Haute-Loire, conseiller municipal d'Yssingaux et conseiller général de Haute-Loire, président du Centre des démocrates sociaux (CDS), à ce titre condamné en février 2000 pour recel d'abus de confiance en raison du financement irrégulier du CDS avant 1990 (mais amnistié) ;

– Michel Charasse, initialement mitterrandien (lui aussi en même temps ministre, sénateur du Puy-de-Dôme, conseiller régional d'Auvergne, conseiller municipal de Puy-Guillaume), s'affichant laïque au point de refuser d'entrer dans l'église de Jarnac à l'enterrement de Mitterrand (restant dehors avec la chienne de Tonton !), il finit quand même par se révéler en 2007, où il accueille chaleureusement le candidat Sarkozy, se voit exclu du PS, se réfugie dans le groupe sénatorial RDSE (Rassemblement démocratique et social européen, censé rassembler les partis de gauche

# vergogne

guée, elle était inattaquable. Mais  
ens et permet maintenant qu'à tout  
institutionnalité d'une disposition  
n de « bonne moralité », qui  
accès aux emplois publics...

mais ayant voté la loi de 2004 en faveur de l'enseignement privé, de fait essentiellement confessionnel); il est nommé au Conseil constitutionnel par Nicolas Sarkozy;

– Jacqueline de Guillenchmidt, dont le pedigree vaut son pesant de particules : fille de Robert Barbara de Labelotterie de Boissésou (diplomate qui fut notamment ambassadeur de France en Espagne de 1964 à 1970 : la belle époque !) et de France Pasquet de Bousquet de Laurière (que le dernier ferme la porte !), elle est mariée à Michel de Guillenchmidt;

– Hubert Haenel, sénateur et conseiller régional d'Alsace, toujours dans les bons coups des institutions « supérieures » : Haute Cour de justice de la République (quand les politiques se jugent entre eux !), membre du Conseil supérieur du service public ferroviaire (une fois le système ferroviaire désarticulé en 1997), membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire (dont on sait la « bonne moralité » qu'elle promet !);

– Et, last but not least, comme on dit outre-Manche : Nicolas Sarkozy, qu'on ne présente plus !

## Avec ou sans vergogne

Il y a pourtant une autre vision de la Constitution qui doit nous intéresser et nous questionner de manière infiniment plus profitable, c'est celle que développe dans les forums sur internet ou aux quatre coins de la France un certain Étienne Chouard<sup>2</sup>, professeur d'économie et de droit qui s'est fait connaître en 2005 lors du référendum sur le traité constitutionnel européen. Il a repris des principes de la démocratie athénienne et a développé tout un argumentaire pour la reprise en main par nous-mêmes de notre puissance, c'est-à-dire notre capacité à conserver collectivement le pouvoir au niveau des citoyens, et non pas s'en dessaisir au profit de professionnels qu'en réalité nous ne choisissons pas.

Parmi les multiples interventions d'Étienne Chouard, une conférence du 22 mars 2012 est consacrée à cette question de la Constitution : « Comment avoir des institutions vertueuses<sup>3</sup> ». Il y évoque une vertu sociale pour les citoyens athéniens, celle

d'accorder de l'importance au regard des autres : trouver un stimulant dans le regard approbateur de vos concitoyens qui vous manifestent que vous leur apportez quelque chose (en termes de réflexion, d'analyse, de proposition d'action), et trouver le même stimulant dans le regard réprobateur en ce qu'il vous pousse à justifier vos positions ou à les amender pour tenir compte d'observations qui, à l'examen, vous paraîtront pertinentes.

À noter que l'on parle ici de vertu (comme dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « [...] sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents »), et non de moralité. Cette vertu, les Athéniens l'appelaient vergogne, c'est-à-dire la honte dans le sens de pudeur ou scrupule. Le français n'a d'ailleurs retenu le mot que dans la locution négative « sans vergogne ». Être pudique ou avoir des scrupules vis-à-vis de l'exercice du pouvoir est une vertu.

Allez voir cette vidéo. Il y a des idées intéressantes à en tirer pour alimenter nos propres

réflexions sur le droit en société anarchiste : qui le construit et comment, qui l'applique et comment.

Otis Tarda

Sympathisant du groupe Louise-Michel  
de la Fédération anarchiste



1. Décision du Conseil constitutionnel n° 2012-278 QPC du 5 octobre 2012, publiée au Journal officiel du 6 octobre 2012.

2. L'intérêt que l'on peut porter aux travaux d'Étienne Chouard n'implique, naturellement, en aucun cas un cousinage ou une similitude de vue ou d'analyse quant à ses options politiques ou le choix de ses amitiés, parfois douteux, sinon pire, à notre sens. (NDLR)

3. Tapez sur votre moteur de recherche « Étienne Chouard + youtube + arrêtez de voter ».

# Journée mondiale de lutte contre le sida

## Sport et VIH, un couple parfait ?



**L'ÉTUDE** Sport et VIH, un corps sous contrainte médicale<sup>1</sup>, a pour objectif de s'interroger sur les « bienfaits du sport » pour les personnes séropositives. Selon les résultats de l'enquête, si pour les chercheurs c'est une notion très controversée, elle ne fait en revanche aucun doute pour les personnes séropositives. 95 % des 620 interviewées considèrent en effet l'activité physique comme « un facteur de santé et de bien-être », alors que pour seulement 5 % d'entre elles, elle représente « un risque d'inquiétude, d'usure et de mal-être ». Mais, après plusieurs minutes d'interview, les répondants doivent composer quotidiennement avec une incertitude de santé inscrite dans le long terme, qui a des conséquences identitaires. Pour leur part, les associations de lutte contre le VIH sont les relais des « indiscutables bienfaits du sport ». Pour elles, l'activité physique devrait idéalement être pratiquée trois fois, de quarante-cinq minutes à une heure, par semaine, « un moyen parmi d'autres de lutter contre le virus et contre les effets secondaires du traitement ».

### Différents groupes, différents vécus

Pour relativiser, les auteurs de l'étude expliquent que l'expérience et le vécu du VIH sont loin d'être un terrain de recherche facilement accessible. Ils soulignent la prévalence des différences de « vécus et d'appartenance sociologique ». Si certaines personnes séropositives mènent une existence « quasi et apparemment normale », d'autres sont davantage exposées aux discriminations, voire à l'exclusion. Depuis trois décennies, un certain nombre d'entre elles ne déclarent pas leur statut sérologique, y compris auprès de leurs proches. 21 % des répondants esquivent la question. L'indicibilité du VIH persiste donc et maintient l'invisibilité des personnes porteuses. Trithérapies obligent, moins de 10 % des enquêtés affirment que leur séropositivité est visible ou très visible corporellement. Mais pour ceux-là, éviter le stigmate associé à l'infection passe par la négation de leur

contamination, et ils évitent de pratiquer une activité sportive pour ne pas avoir à « exposer leur corps ». Les liens entre stigmatisation et discrimination sont connus. Ce cercle vicieux n'incite évidemment pas les personnes séropositives à divulguer leur sérologie au tout venant. Seulement un quart des séropositifs interrogés qui pratiquent un sport ont prévenu leurs partenaires sportifs de leur séropositivité, 50 % ne l'ont jamais évoquée et 20 % déclarent l'avoir dissimulée volontairement. Le sport individuel résout en quelque sorte la question par défaut...

### Le sport comme automédication

L'impact du VIH sur la vie des malades est complexe. Leurs capacités de résistance et d'adaptation sont fortement mobilisées, que ce soit dans la sphère du travail ou dans des sphères plus intimes. Les personnes actives se démarquent de celles sorties du monde professionnel et bénéficient de statuts aidés (aides sanitaires et sociales). Les séropositifs les plus anciennement contaminés sont souvent passés par une phase de déni, tandis que d'autres, plus récemment touchés, entrent très rapidement dans une logique de prise en charge. Mais, pour la majorité, l'accompagnement médical permet de se maintenir dans la « normalité » et de surveiller son corps. Cette démarche aboutit pour la plupart sur des logiques d'investissement des pratiques sportives, alors vécues comme une forme de « décrassage » qui s'apparente à une automédication.

### Les femmes, plus vulnérables

Les femmes sont considérées comme une « population vulnérable » dans les études sur le VIH, principalement parce que leur

proportion augmente régulièrement, notamment dans les pays d'Afrique subsaharienne où l'infection est dite endémique. Mais, plus généralement, l'expérience des femmes semble marquée par une plus grande précarité en termes de ressources sociales, culturelles et économiques. Leur rapport au corps est moins sportif (gymnastique douce, marche à pied), à fortiori avec les difficultés générées par le diagnostic du VIH, et ensuite les traitements prescrits. Quant aux gays, leurs activités dépendent à la fois de leur passé sportif et d'une expérience de la vie avec le VIH plus ou moins déchirée entre les injonctions à adhérer au statut de « malade chronique » et la volonté de rester dans ce qu'ils perçoivent comme « la normalité », en se conformant aux expressions subculturelles que cette normalité peut recouvrir.

### Une seule solution : l'action collective

L'expérience du VIH est à la fois extrêmement solitaire et pourtant extrêmement partagée. Les mêmes problématiques se retrouvant dans des groupes sociaux aux repères identitaires, aux conditions de vie et aux représentations très différentes. Pour les auteurs, une chose est sûre : « Le processus de "banalisation" et de "normalisation" du VIH ne saurait dépendre d'une découverte biomédicale, ni d'un décret de santé publique. Dans la seconde moitié des années 1990, elles ont au contraire plutôt contribué à l'étouffement progressif d'une forme d'action collective. Ne reste que le vernis des discours prémâchés et des apparences. Dès lors, un constat s'impose : seul le renouveau du mouvement social pourrait faire basculer l'expérience individuelle et collective du VIH hors des tourments et des impasses expérientielles qu'alimente implacablement l'univers aseptisé, ordonné et balisé de la "maladie chronique" et de la pratique physique et sportive qui lui est associée. » Qu'ajouter ?

**Patrick Schindler**

Groupe claaaaash  
de la Fédération anarchiste,  
ayant fait partie du panel des interviewés

# L'impasse,

## toujours l'impasse au Moyen-Orient

**CELA FAIT PRÈS DE DIX ANS** que j'écris régulièrement dans le *Monde libertaire* des articles sur la situation en « Israël-Palestine ». Chaque fois j'espère, sans trop y croire cependant, qu'un début de solution pourrait se faire jour. Je dois dire aujourd'hui que cet espoir a disparu. Dans ce cauchemar sans fin il reste des résistants. Il faut saluer ces femmes et ces hommes qui se lèvent chaque matin en se disant « je ne participe pas ».

### Natan et son refus

Le 19 novembre Natan Blanc, dix-neuf ans, est arrivé à sa caserne. Il a déclaré son refus de servir dans l'armée israélienne. Il a été condamné à dix jours de prison et a également écopé d'une condamnation avec sursis de dix autres journées. Voici en quels termes il exprime sa position : « J'ai commencé à penser à refuser de m'enrôler dans l'armée israélienne pendant l'opération Plomb durci en 2008. La vague de militarisme agressif qui a balayé le pays, alors, les expressions de haine mutuelle, et le discours vide de sens sur l'éradication de la terreur et la création d'un effet dissuasif étaient les principaux déclencheurs de mon refus. Aujourd'hui, après quatre années complètes de terreur, sans un processus politique [vers des négociations de paix], et sans apaisement dans la bande de Gaza et à Sderot, il est clair que le gouvernement Netanyahu, comme celle de son prédécesseur Olmert, ne souhaite pas trouver une solution à la situation actuelle, mais s'ingénie plutôt à la faire perdurer. De leur point de vue, il n'y a rien de mal au lancement d'une opération "Plomb durci 2" opération à mener tous les trois ou quatre ans (puis Plomb durci 3, 4, 5 et 6) : nous allons parler de la dissuasion, nous allons tuer un terroriste, nous perdrons quelques civils des deux côtés, et nous allons préparer le terrain pour une nouvelle génération pétrie de haine des deux côtés. En tant que représentants du peuple, les membres du cabinet n'ont pas d'obligation de présenter leur vision de l'avenir du pays, ils peuvent poursuivre indéfiniment ce cycle sanglant. Mais nous, en tant que citoyens et êtres humains, avons le devoir moral de refuser de participer à ce jeu cynique. » (Source *europalestine.com*).

### Les Anarchistes contre le mur

Tous les vendredis, jours fériés en Palestine, des manifestations ont lieu pour protester contre le Mur à partir des villages de B'ilin, Ni'lin et des environs. Le 11 novembre, des envoyés militaires et des policiers officiels ont remis aux militants un avis individuel d'interdiction d'accès à ces villages le vendredi, jusqu'en mars 2013. Cet ordre a été signé par l'état major militaire. Si ces ordres ne concernent pas les habitants, ils montrent la nervosité croissante des autorités militaires. En



décidant de leur propre fait de transformer cette partie de la Palestine en zone militaire interdite aux citoyens israéliens, ils démontrent l'efficacité de ces manifestations non violentes et du probable malaise croissant chez les militaires israéliens qui se retrouvent face à des compatriotes alliés à l'ennemi officiel.

### Les commentaires d'Uri Avnery

Avnery est probablement le plus ancien pacifiste israélien. Dans son dernier post sur son blog, il rappelle qu'en vue des prochaines élections des primaires ont eu lieu au sein du parti de Netanyahu : « Tous les "modérés" de son parti ont été virés sans cérémonie. Il n'est resté aucun alibi libéral, démocratique. La faction Likoud-Beitenu de la prochaine Knesset sera entièrement composée d'extrémistes de droite, et parmi eux plusieurs fascistes avérés, des gens qui veulent abolir l'indépendance de la Cour suprême, couvrir la Cisjordanie d'un réseau dense de colonies et prévenir par tous les moyens possibles la paix et la création d'un État palestinien. » Pour Avnery, « un seul État d'apartheid est la réalité. Si rien ne change sur le terrain, il va se creuser et se renforcer. Presque chaque jour nous apprend qu'il est en train de s'accroître. (Le monopole des autobus vient d'annoncer qu'à partir de maintenant il y aurait en Israël des bus distincts pour les Palestiniens de Cisjordanie.) » L'espoir de créer

avec les Kibboutz un autre type de relations sociales, partagé dans les années soixante par certains anarchistes, est bien mort.

### Et maintenant que peut-il se passer ?

Il est possible que la situation dure avec ses explosions de violences soigneusement contrôlées et programmées. Elles sont nécessaires au maintien des pouvoirs des frères ennemis que sont le Hamas et la coalition de Netanyahu. W. Chester dans, le *Monde libertaire* du 5 décembre, l'a magnifiquement démontré. Il est aussi possible que, dans le grand jeu diplomatique visant à rendre aux États-Unis leur rôle de gestionnaire prépondérant de la planète, cet abcès de fixation soit un frein au règlement du conflit iranien et syrien. L'administration Obama ferait alors payer à la droite israélienne son incapacité à négocier la fin définitive de ce micro conflit. L'alternative que nous pourrions espérer serait que la situation économique intérieure se dégrade tellement que les appels réguliers aux armes ne soient plus suivis d'effets, mais là faut pas rêver. En attendant, les résistants de l'intérieur en Israël ont plus que jamais besoin de notre soutien. Comme bien d'autres ailleurs ils luttent pour notre humanité.

Pierre Sommermeyer

# Tragédies grecques

## Un nouveau paquet de mesures antisociales

### Le vote du mercredi 7 novembre

Le Parlement grec a voté un nouveau paquet de mesures d'austérité, incluant un grand nombre de licenciements, une baisse supplémentaire des salaires, des pensions et des avantages. Ainsi, ils détruisent ce qui était resté debout après trois années d'austérité.

L'âge de la retraite augmente de deux ans, ce qui signifie que la majorité des travailleurs partiront à la retraite à 67 ans. Réduction des retraites entre 5 % et 15 %, réduction des primes de Noël et de Pâques pour tous les retraités et les fonctionnaires, réduction, voire arrêt des prestations sociales, de même que des indemnités chômage, des aides contre la pauvreté, des prestations familiales et même des prestations pour les handicapés.

Ils introduisent également une modification rétrospective de la convention collective nationale du travail déclarée anticonstitutionnelle par une commission spécialisée du Parlement – ce qui ne semble pas déranger le gouvernement. Selon cette modification, le salaire minimum sera gelé et, à partir d'aujourd'hui, réglementé par le ministre du Travail lui-même. Il n'y aura pas d'augmentation pour quiconque, les employeurs ont le droit de donner un préavis plus court avant le licenciement, une prime de licenciement plus faible, une contribution moindre aux caisses de retraite et de santé. Enfin, les employeurs ne sont pas obligés de suivre la convention nationale s'ils ne veulent pas la signer !

On constate aussi de nouvelles hausses d'impôts indirects, des mesures contre le revenu des agriculteurs, des licenciements dans le secteur public et la flexibilité totale pour les fonctionnaires. Le paquet de mesures contient la poursuite de la privatisation du secteur public, renforçant la privatisation des soins hospitaliers, comprenant un forfait d'hospitalisation (un patient hospitalisé devra payer 25 euros), ce qui, pour un pays avec plus de 30 % de chômage, signifie que des milliers de gens ne vont plus être en mesure de payer un traitement médical.

### La grève générale des 6 et 7 novembre

La Confédération générale des syndicats grecs a appelé à la grève générale les 6 et 7 novembre.

Mardi 6 novembre, premier jour de la grève générale. Il semble que les grèves



continues dans le secteur des transports et les grèves générales au cours de la dernière période ont empêché les gens d'y participer en masse. Malgré la présence d'un grand nombre d'escadrons de police anti-émeute, les manifestants ont occupé la place Syntagma, jusqu'à une heure du matin. Ce fut une journée de grève calme et assez décevante !

Le deuxième jour, mercredi 7 novembre, les choses ont été différentes. Dans l'après-midi, quand le paquet de mesures a été soumis au vote, il y a eu plusieurs appels à se rassembler à l'extérieur du Parlement. Beaucoup de grévistes ont été arrêtés par la police, dont les unités ont attaqué et bloqué les manifestants qui tentaient de se rendre au point de rassemblement. De plus, des stations de métro dans le centre d'Athènes ont été fermées par la police qui, à plusieurs reprises, a procédé à des arrestations préventives afin d'empêcher les manifestants d'atteindre la place Syntagma.

Malgré la mobilisation de la police, au moins 100 000 manifestants se sont rassemblés à 18h30 devant ou près du Parlement grec. À 19 heures, les manifestants ont commencé à pousser les grilles qui protégeaient le Parlement et dès qu'ils ont réussi à en détruire une petite partie, les unités de police anti-émeute sont intervenues et ont utilisé pour la première fois des canons à eau contre des personnes en grève.

Il y a eu des affrontements en dehors du Parlement et autour de la place Syntagma pendant des heures. Mais la combinaison des gaz lacrymogènes et de la pluie a rendu la place irrespirable pour la majorité des manifestants. Quand les groupes de grévistes ont quitté la

place, les unités de police les ont attaqués, causant un grand nombre de blessés. Au moins 40.

Après une ultime tentative pour reprendre la place Syntagma, vers 22 heures, des unités de police anti-émeute ont finalement quitté les lieux sous une pluie battante. Il y eut 103 interpellations, 5 arrestations, au moins 40 manifestants et 7 policiers blessés. Le sévère paquet de mesures d'austérité a été voté et adopté par le Parlement à minuit.

### Ce n'est pas fini

Dehors, les flics avec leurs APC (blindés légers anti-émeute), des produits chimiques, des fusils, des motos, et, pendant ce temps, à l'intérieur, le Parlement qui a voté d'une manière éhontée une augmentation sans précédent des mesures antisociales.

L'État a de l'argent. Il a de l'argent pour faire respecter un État policier dans les rues, pour acheter des tonnes de produits chimiques et des APC, pour armer les unités spéciales de répression.

Peu importe combien de flics ils ont mis en place, cette lutte ne va pas s'arrêter. Peu importe les mesures qu'ils prennent au Parlement, le nombre de voix aux élections, rien n'est fini et nous lutterons pour les empêcher de réaliser leur sinistre projet.

Nous n'avons rien d'autre à faire que de donner une place à la rage, comme le dit un récent slogan anarchiste écrit dans une rue d'Athènes.

Groupe de communistes libertaires

Athènes



# La vérité et l'émancipation

**Marc Silberstein**

Groupe Louise-Michel  
de la Fédération anarchiste



Isaac Newton, William Blake.

**Propos éparés librement inspirés à l'auteur par la lecture du livre de James Conant, *Orwell ou le pouvoir de la vérité*<sup>1</sup>.**

**LA VÉRITÉ... NOTION DIFFICILE** à comprendre, à admettre pour certains. Et si importante. Vitale. Cette urgence permanente de tenter de dire le vrai, de séparer le vrai du faux, de se défendre contre le mensonge, la tromperie, l'affabulation, la dissimulation, l'erreur érigée en dogme, cette urgence donc est terrible car elle ne se résout qu'au prix d'un effort de la pensée – action à laquelle trop peu consentent. Les courants philosophiques que l'on appelle postmodernes, constructivistes ou relativistes, et que l'on rencontre partout, y compris dans certains milieux d'extrême gauche ou libertaires<sup>2</sup>, usent et abusent de l'argument que la vérité et l'objectivité sont des instruments de pouvoir, donc des leurres, ou, thèse complémentaire, que le concept de vérité est à géométrie variable et que toutes ses configurations sont recevables et légitimes. Dissoudre l'idée même de vérité et tout devient simple (sauf bien sûr le fait que si les idées sont toutes relatives, celle qui consiste à dire que la vérité n'est que relative est elle-même relative... Ah contradiction, quand tu nous tiens!). Déclarer que la vérité (ou la réalité, son équivalent) n'existe pas extérieurement aux sujets, qu'elle est malléable et corvéable à merci, qu'elle est – selon les circonstances et qui parle – soit la servante des puissants, soit la garante des opprimés, toutes les affirmations deviennent alors possibles:

tout et son contraire, deux plus deux font cinq car admettre que ça fait quatre, ce serait se soumettre à une idéologie dominante. «À chacun sa vérité» est un des credo du relativisme. Pour certains, c'est la somme de ces vérités singulières et indistinctes qui forment l'opinion commune, révoquant dès lors que le consensus du moment est rompu. Il se forme ainsi un flot d'opinions incompatibles entre elles (il ne peut en être autrement lorsque tout peut être dit puisqu'il n'existe pas de critères de décision quant à la vérité ou fausseté des affirmations), mais cette situation n'est en rien gênante pour les partisans de ces doctrines.

Alternative courante que celle distinguant d'une part les partisans que «deux et deux font quatre» parce que le monde est ainsi fait et d'autre part ceux qui prétendent que nous sommes libres de penser – en fonction de *de-siderata* contingents, personnels, idéologiques, culturels, spirituels, etc. – que «deux et deux font quatre» ou bien que «deux et deux font cinq<sup>3</sup>», généralement au nom d'une conception absolutiste de la liberté de conscience. Notons tout de suite un point très important pour l'anarchiste antireligieux que je suis: seul un concept de vérité objective délié de ses déterminants historiques et culturels, lesquels sont contingents, permet cette avancée majeure issue notamment du mouvement des

Lumières, à savoir la dédivinisation du monde. Il faut un tel concept de vérité pour lutter contre l'idée maîtresse de toute théologie, celle d'une Vérité révélée, c'est-à-dire que tout ce qu'il y a à savoir et à ordonner (aux deux sens du terme: mettre en ordre et donner des ordres) sur cette Terre relève d'une révélation du message divin à tel ou tel prophète, lui-même ordonnateur d'une métaphysique et d'une morale placées au-dessus de la tête des humains comme une épée de Damoclès. Avec un concept de vérité aussi dévalué que celui prôné par ceux dont on parle ici, nous sommes certains d'avoir et Dieu et des maîtres...

## **La vraisemblable vérité du vrai**

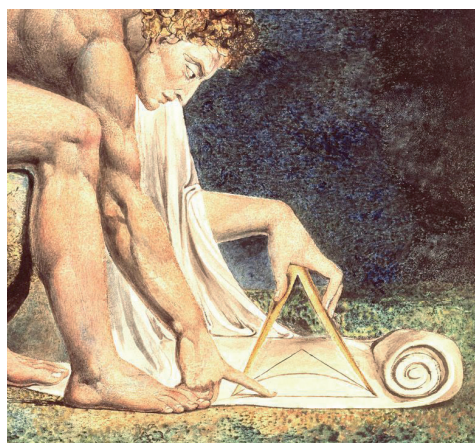
La question politique et morale de la vérité (ou, pour le dire autrement, la question de la preuve dans le domaine de la connaissance) se pose avec force quand on s'intéresse aux théoriciens de la vérité comme illusion ou comme construction (le vrai n'est alors que ce que nous en disons, ici et maintenant, il change tout le temps, partout, donc c'est une notion relative, que l'on peut tordre selon les besoins ou ses compulsions à ne pas heurter la sensibilité de qui serait en désaccord). Le livre du philosophe James Conant dont je m'inspire ici (voir note 1) analyse la démarche de l'un de ces falsificateurs de la

notion de vérité: le philosophe états-unien Richard Rorty (1931-2007)<sup>4</sup>, principalement la façon dont ce dernier vritille 1984, le roman dystopique<sup>5</sup> de George Orwell, pour lui donner une interprétation contraire au propos fondamental de ce monument de la pensée libre et de la lutte contre les totalitarismes. Une des leçons du livre de Conant est de montrer le risque de penser que la recherche de critères de vérité objective (que j'appellerais une «véritologie») est une illusion métaphysique, tandis que la liberté de «choisir» ses vérités (celle évoquée dans le préambule de cet article) serait un idéal humain pleinement accessible, car éminemment pragmatique.

Dans la préface à l'édition française du livre de Conant, Jean-Jacques Rosat, un proche du philosophe Jacques Bouveresse, rappelle la leçon qu'il tire de l'œuvre et de la vie d'Orwell: «Depuis la guerre d'Espagne à 1984, Orwell a défendu cette idée en toutes circonstances: la préservation de la vérité objective et de la capacité de chaque individu à former des jugements objectivement vrais est la condition première et absolument nécessaire d'une vie libre; elle n'est certainement pas suffisante, mais les autres conditions (l'éducation et l'égalité, par exemple) s'effondrent ou se retournent en causes d'assujettissement si elle n'est pas remplie» (p. VIII). Il va ainsi dans le sens de Conant lorsqu'il résume une idée cruciale d'Orwell selon laquelle «la capacité à produire des énoncés vrais et la capacité à exercer sa liberté de pensée et d'action sont les deux faces d'une même pièce». Cette préface donne un bon aperçu des enjeux conceptuels et politiques d'un débat qu'il ne faudrait pas réduire à une épineuse querelle d'intellectuels. Comme je l'ai souligné en préambule, la vérité sur la vérité est essentielle à la marche vers un monde libéré de ses entraves les plus factices ou les plus subreptices. Puis Rosat poursuit son analyse des courants hostiles au concept de vérité à la Orwell par l'évocation de Michel Foucault, lequel a formé beaucoup de gens à la thèse de l'illusion sociale de la vérité, vérité qui n'est donc pas découverte, mais inventée, produite, construite dans des dispositifs généralement étatiques, coercitifs, mystificateurs, etc. – thèse illustrée par cette affirmation (dans son recueil *Dits et écrits*): «La vérité est liée circulairement à des systèmes de pouvoir qui la produisent et la soutiennent.» (On remarquera non sans un minimum d'ironie que cet énoncé est auto-contradictoire: pour défendre cette doctrine, c'est-à-dire l'affirmer depuis un système de pouvoir, il faut l'abandonner...) En France, des penseurs plus récents illustrent ce courant: Bruno Latour, Isabelle Stengers, pour ne citer que les plus en vue (le premier surtout).

Le point essentiel à retenir ici – pour ne pas se laisser happer par les obscures arguties qui font la délectation des coupeurs de cheveux en quatre –, c'est que la recherche d'une vérité réelle, et non construite au gré des besoins de telles ou telles démonstrations, est une démarche tendancielle et plus ou moins

facilement accessible. Raison pour laquelle il existe tant de controverses, lesquelles ne sont pas le signe d'une impossible véracité des faits ou des théories, mais que le monde ne livre pas facilement ses secrets. Ainsi, le faux et l'erreur ne sont pas intrinsèquement des impasses; à condition de ne pas être placés sur le même plan que le vrai et l'avéré, ils sont potentiellement des auxiliaires précieux des méthodes visant à établir des vérités. Ce n'est pas parce que nous avons des doutes ici et maintenant sur tel ou tel phénomène (naturel, psychologique, social, etc.) que cela implique soit que la vérité est impossible à établir, soit qu'elle est nécessairement fluctuante. Pour prendre un exemple àprement discuté et particulièrement important pour nos semblables, la réalité du dérèglement climatique lié aux activités humaines est difficile à établir, mais pas impossible. Ce ne sont pas les conditions internes (c'est-à-dire scientifiques) d'obtention de la vérité qui sont en cause (si les expériences, les mesures, les modélisations sont menées comme il faut, alors on a des résultats fiables et crédibles; or c'est le cas), mais bel et bien les conditions externes (les politicards, les multinationales, la Bourse, les fonds de pension, les rois du pétrole du Texas ou de la péninsule Arabique, les stipendiés, les idiots utiles, etc.) de l'exercice de l'activité de production de preuves (c'est-à-dire la recherche de vérités) qui sont les ferments d'un scepticisme irréaliste et délétère bafouant sans vergogne l'idéal régulateur que constitue le concept de vérité objective. Remarquons pour finir que, si le capitalisme avait la possibilité de mettre en doute la gravitation si cela servait ses intérêts, il le ferait. Mais les conditions d'obtention des preuves de l'existence de la gravité sont si établies, si puissantes, que personne n'y songe, sauf, en leur for intérieur, quelques philosophes postmodernes.



### Pas cap !

Le jour où un philosophe défendait la doctrine selon laquelle la vérité n'est pas liée à l'existence d'un monde réel, tangible, présent à nos sens ou concevable par notre entendement (comme auraient dit les matérialistes des Lumières) et non pas suscitée par des théories déterminées par des intérêts de classe ou des pouvoirs occultes,

voire complotistes, le jour donc où l'un de ces philosophes se jettera sereinement par la fenêtre pour démontrer que la théorie de la gravité n'est pas vraie car professée par des physiciens appartenant à la classe culturellement dominante – et de ce seul fait, suspects –, alors peut-être aurais-je un peu d'estime pour un tel expérimentateur de sa propre philosophie si vaine et si absurde. Écrabouillé au pied de son université, dans laquelle il passa des décennies à couper des cheveux en quatre, puis ces quarts de cheveux en quatre, et ainsi de suite, le philosophe crédule mais consciencieux aura gagné la postérité. À grands frais, cependant: il aura perdu son pari contre la physique et perdu la vie. Gageons toutefois qu'aucun philosophe ne s'y risquera, préférant les vertiges des doctrines les plus frappées de vacuité à l'effroi du vide. **M. S.**

1. Agone, 2012, 184 pages, 20 euros, en vente à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, librairie-publico.com. À vrai dire, ce livre est assez difficile. On peut lui préférer celui de Paul Boghossian, *La Peur du savoir. Sur le relativisme et le constructivisme de la connaissance*, Agone, 2009.

2. Sans doute parce que ces doctrines se donnent pour antihiérarchiques: par exemple, pour elles, la conception occidentale de la médecine n'est pas supérieure à celle des chamans. La physique scientifique, contre-intuitive, nous apprend que la Terre tourne autour du Soleil, alors qu'une «physique» spontanée voit l'inverse, mais selon les constructivistes, cela n'exclut pas pour autant cette dernière proposition. Tout se vaut. Parfois, du «tout se vaut» (meuh!) à «tous dévots», il n'y a qu'un pas... (Voir la critique cinglante et bienvenue que fait Normand Baillargeon de cette idéologie qui s'est installée dans les écoles du Québec, «Misère du constructivisme», *À Babord*, n° 9, avril-mai 2005, ababord.org/spip.php?article 86.)

3. Ce cas de l'addition est donné comme abstraction de toutes sortes d'énoncés susceptibles d'être produits par tout un chacun. On peut le remplacer par tout ce qu'il est possible d'affirmer: le Soleil tourne autour de la Terre, le capitalisme est inhérent à la nature des choses, il fait plus chaud au Sahara qu'au pôle Nord, Louise Michel était colonialiste, etc., etc. Où l'on voit donc que les enjeux ne sont pas que purement conceptuels...

4. Quasiment inconnu en France hors de certains milieux universitaires, il est un penseur important aux États-Unis.

5. Une dystopie (le contraire d'une utopie) est une fiction d'anticipation et de mise en garde rendant compte d'une future société où régneraient des conditions de vie particulièrement odieuses.

# Banditi dell'Arte

## Les belles marges de l'Italie



Assemblage, Franco Bellucci.

**Gilles Bounoure**

L'EXPOSITION QUE PRÉSENTE ACTUELLEMENT la Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard, Paris XVIII<sup>e</sup>, jusqu'au 6 janvier 2013, sous le titre *Banditi dell'Arte* est de première importance par le nombre et la qualité des œuvres sélectionnées, la condition populaire et souvent marginale de la plupart de leurs créateurs, et le défi à la fois politique et esthétique qu'elles portent à l'Italie, avec ses conformismes sociaux, ses musées, et leur classicisme en art. C'est en cela que les cinquante créateurs nommés et représentés dans cette exposition (à côté de nombreux autres dont les noms se sont perdus) sont des *banditi*, puisque le mot, avant de prendre le sens qu'il a en français, signifie d'abord «banni», «proscrit», *cacciati* et *esiliati* étant des termes proches qui auraient également pu leur être appliqués. De ces œuvres visibles à la Halle Saint-Pierre et qui n'avaient jamais été montrées en France, une large partie a été réalisée dans des institutions psychiatriques, fermées ou ouvertes, et les autres, pour relever plus directement de l'art populaire ou «naïf», émanent aussi d'esprits très éloignés des normes esthétiques et sociales dominantes.

«Ce ne sont pas les bandits applaudis par les touristes anglais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, enfermés dans les prisons du château Saint-Ange, mais des contemporains en fuite pour échapper à un destin d'enfermement et d'oubli», écrit Gustavo Giacosa, organisateur de cette exposition avec Martine Lusardy. Ces «hommes seulement armés de pinceaux bien affûtés qui défient les lois et les territoires de l'État Majuscule de l'Art» lui semblent néanmoins prolonger la tradition des «bandits d'honneur» si nombreux à avoir pris le maquis dans les régions les plus pauvres de l'Italie, Sardaigne, Sicile et le reste du Mezzogiorno, surtout quand l'unification du pays (1861) y importa des normes et des

formes de domination nouvelles, avec les premiers effets du capitalisme. Comme ces bandits armés du Sud, par ailleurs fréquemment partisans de l'ordre ancien, monarchique et clérical, les *banditi dell'arte* hurleraient «leur révolte expressive primaire», «archaïque» ainsi qu'écrivait Moravia qu'il cite, «primitive» selon Hobsbawm (*Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, 1966) auquel il aurait pu également renvoyer.

D'où, d'après G. Giacosa, certains traits communs à nombre de ces créateurs, «le rêve d'un monde Autre et d'un Ailleurs dont on est le seul maître», «la conviction d'avoir une mission à accomplir et un Verbe à défendre», «la démesure sexuelle», «la fusion totale avec une nature dont la totalité [leur] échappe», «ou le jeu ésotérique qui brise l'identification à leur propre biographie». Plusieurs de ces caractéristiques les rapprochent des bandits armés de jadis, mais leur rôle social est des plus actuels, tout en étant d'un autre ordre. «Chacune de leurs attaques, comme l'apparition d'un poignard à l'improviste, bouscule notre assujettissement facile à des conventions établies. Ces «champions de la colère», comme les appelait Pasolini, assument depuis les marges le rôle de poètes qui créent un état d'urgence avec leur art. Ils nous protègent du sommeil de la normalité qui nous prive de la capacité de se surprendre.»

Ce «sommeil de la normalité», qui a assuré la longévité au pouvoir de Berlusconi l'endormeur et continue de porter les touristes vers ce que les musées italiens leur offrent de plus éloigné de l'«état d'urgence», a aussi fait que les plus anciennes des œuvres ici réunies n'ont été préservées de la destruction ou de l'oubli qu'à la faveur de sauvetages improbables ou paradoxaux. Une des sommités scientifiques de l'Italie unifiée fut Cesare Lombroso (1835-1909), médecin militaire d'abord employé à seconder la répression du banditisme politique dans le Mezzogiorno, où il conçut le projet de décrire *L'Uomo delinquente*



Chapeau, anonyme.

(1876) et de «dépister» le «criminel né» selon les critères «anthropologiques» de l'époque. Sa paranoïa positiviste le conduisit à ouvrir en 1892 à Turin un musée (rouvert au public depuis 2009) alignant, comme autant de pièces à conviction, crânes de condamnés à mort ou de détenus morts en prison, observations faites sur les prisonniers et objets qu'ils confectionnaient dans leurs cellules, dont on peut voir quelques exemples à la Halle Saint-Pierre. Le relevé des tatouages de Sebastiano Ferrero, charretier «condamné en France pour révolte, rébellion, outrage à agent», expulsé vers l'Italie après son temps de prison pour être livré en 1888 au regard de la «science», résume assez complètement l'état d'esprit et les mœurs de Lombroso, certifiant en 1896 que le tatouage «est une des caractéristiques essentielles de l'homme primitif et des humains qui vivent encore à l'état sauvage».

Ce dangereux personnage (qui exigea d'avoir sa tête en bocal dans son propre musée, curieux aveu) n'était pas un isolé. Il trouva des disciples qui firent école dans les hôpitaux psychiatriques institués à partir de 1904 en Italie et dont le personnel issu pour la plupart des congrégations catholiques n'avait pas grand-chose à objecter à la théorie «scientifique» de la prédestination criminelle. Le musée d'anthropologie et d'ethnologie de Turin fut ainsi créé en 1926 par Giovanni Marro (1875-1952), psychiatre dont le père avait été l'assistant de Lombroso et qui entreprit de dépasser le maître dans ses divers délires. Ses *Caratteri fisici e spirituali della razza italiana* (1939) et son *Primato della razza italiana* (1940) s'écartaient de l'aryanisme nazi pour mieux servir Mussolini sur son propre terrain racialement. Dans un article de 1913, «Arte primitiva e arte paranoica», Marro fut néanmoins l'un des premiers à avancer un



Grisauro, Rosario Lattuca (bois).



Le Nouveau Monde, sculpture en os, Francesco Toris.

jugement esthétique sur les objets confectionnés dans les institutions psychiatriques du temps, à propos de l'œuvre exceptionnellement conservée d'un carabinier devenu fou et qui passa le reste de sa vie à sculpter et à assembler des ossements de bovins pour édifier «Le Nouveau Monde», l'une des pièces les plus étonnantes de cette exposition dont elle fait l'affiche à juste titre, tant elle est emblématique de ces banditi et de leur art.

La psychiatrie italienne compta heureusement de vrais médecins, attentifs et dévoués, à l'instar de Carlo Livi (1823-1877), héros romantique qui se battit les armes à la main en 1848, devint l'un des adversaires les plus acharnés de la peine de mort et fit de l'hôpital San Lazzaro de Reggio Emilia, dont il prit la direction en 1873, un véritable centre de recherche sur les troubles mentaux, conservant les œuvres des internés dans un tout autre esprit que les «criminologues» précités. L'exposition en offre de superbes exemples. On ne saurait oublier non plus, exactement un siècle plus tard, l'admirable ardeur de Franco Basaglia (1924-1980) à élaborer une psychiatrie non seulement «alternative» mais «désaliénante», et dont l'effet le plus marquant fut, en 1978, le vote de la loi 180 mettant fin à l'enfermement asilaire en Italie. Si F. Basaglia put réussir de la sorte à «désincarcérer» les patients de ces institutions closes, c'est aussi qu'il avait démontré avec d'autres, notamment à Trieste, l'efficacité des hôpitaux de jour et des structures ouvertes, démocratiques, d'où proviennent également de nombreuses œuvres exposées à la Halle Saint-Pierre.

À côté de livres importants et méritant toujours d'être lus, comme *Psychiatrie et démocratie* (Eres, 2007), on doit à F. Basaglia et Franca Basaglia-Ongaro un petit volume qui fit date et dont cette exposition rappelle toute l'actualité quarante ans plus tard. La Majorité

déviate, l'idéologie du contrôle social total (1971 en italien, 1976 pour l'édition française 10/18), montrait, en s'appuyant sur de récentes études sociologiques, quel modèle de société avait alors commencé à prendre forme aux États-Unis et risquait de s'étendre ailleurs, avec un gros quart de la population satisfait de son sort aussi bien que des normes et des institutions conçues par et pour lui, et une écrasante majorité de «déviant» et d'exclus. Les banditi de la santé, les banditi de l'éducation, les banditi du logement, les banditi du travail, les banditi des droits sociaux et politiques, toujours plus nombreux de nos jours, comment ne pas les voir à travers les Banditi dell'Arte de la Halle Saint-Pierre?

Cette exposition bien pensée, invitant à comparer les œuvres des internés d'autrefois (au rez-de-chaussée) et celles des créateurs en liberté d'aujourd'hui (à l'étage), permettra peut-être aussi de réviser l'image du «bandit social» souvent attachée au mouvement libertaire. N'est-ce pas Zola qui, dans *Germinal*, fait dire à Souvarine, disciple de Bakounine, «le brigand est le vrai héros, le vengeur populaire, le révolutionnaire en action, sans phrases puisées dans les livres»? En rappelant également «sans phrases» la réalité de ce que la sociologie institutionnelle nomme «l'effet Basaglia», la production par les sociétés actuelles d'un nombre toujours plus grand de marginaux, les Banditi dell'Arte de la Halle Saint-Pierre sont à leur tour des «révolutionnaires en action», et, last but not least, la vigueur de cet art populaire contemporain suggère tout ce que l'Italie compte actuellement de réserves de révolte et d'espaces de rébellion, et qui font ses belles marges. **G. B.**



# Mal aimées



**DUPĂ DEALURI (AU-DELÀ DES COLLINES)**, le film de Cristian Mungiu, subjugue par la mise en scène dès son début et jusqu'à la fin. Plan d'ouverture: entre deux trains à quai, des ouvriers vont vers leur travail, vers nous, alors qu'une petite femme se fraie un chemin au milieu d'eux. Elle va à contresens, seule et isolée, elle avance au milieu de la foule. Elle se fraie un chemin au milieu d'eux, va vers le bout de cette foule humaine, surtout masculine, et indique, par les mouvements de sa tête, qu'elle cherche quelque chose ou quelqu'un. Des dominantes de bleu, pour les

trains et les tenues de la masse laborieuse, tranchent sur les habits de cette femme qu'on ne voit que de dos mais qui est comme une tache sombre dans ce déferlement de personnes engagées dans la direction opposée. On la voit marcher, presque glisser au milieu de la foule sans jamais toucher l'autre. Finalement, au bout du quai, cachée derrière un train, une fille vient vers elle. C'est Alina, l'ancienne amie de l'orphelinat où elles ont grandi ensemble et se sont aimées, on l'apprendra plus tard. Étreinte hésitante, mais étreinte quand même entre la nouvelle venue, plantée là avec son sac assez misérable, et Voichita, venue à sa rencontre. La suite coule de source: Alina aime toujours Voichita et veut l'emmener en Allemagne où elle travaille maintenant. Elle a réservé embauche et transport pour elles deux, alors que Voichita aime Dieu maintenant et n'est pas prête à lâcher son nouvel amour. Dans sa communauté, dirigée d'une main de fer par un pope que toutes et tous appellent « papa » et une femme qu'on appelle « maman », elle tranche sur les autres de par son comportement rebelle au bon vouloir du pope et à un catalogue de plus de deux cents péchés qu'elles doivent confesser.

Cette histoire ne peut que tourner mal.

Plan séquence de la fin où se détache Voichita avec ses grands yeux de couleur claire

sur le fond de la tristesse ambiante. Elle a quitté sa tenue de veuve noire, enveloppée de châles difformes: elle a mis le pull-over beige de son amie Alina. Elle marche la tête haute et elle va témoigner. Enfin sa beauté éclate, ses yeux expriment la terreur de ce qu'elle a vu, de ce que son amie a subi et la détermination d'une personne qui a retrouvé son libre arbitre. Elle est débarrassée de ses peurs, du règlement et des convenances du lieu: elle va témoigner, dire ce qu'Alina a subi alors qu'elle n'a pu arrêter le supplice et empêcher la mort de son amie.

Quand les voitures démarrent, police et justiciers reçoivent une giclée de boue tellement épaisse que les essuie-glace n'arriveront pas à la maîtrise.

Un film témoignage, certes. Un film qui fait réfléchir aussi sur les dommages collatéraux vécus par les enfants des orphelinats de l'après-Ceausescu: enfants entassés dans des conditions honteuses, abandonnés et jamais aimés, ni caressés. Des êtres qui ne peuvent s'exprimer – ils ne parlent pas, le frère de la suppliciée en serait un bon exemple – et qui ne savent comment résister à un embrigadement qui leur promet un peu de pain, d'amour et de paix.

Heike Hurst

**NOTRE CAMARADE ET AMIE** Heike Hurst est décédée vendredi 30 novembre. Depuis des décennies, entre autres occupations, elle animait une émission sur Radio libertaire et rédigeait bénévolement des critiques de film pour le *Monde libertaire*. Elle y prenait parti avec sensibilité et passion pour des réalisateurs d'œuvres proches de la perception libertaire. Au journal, on n'oubliera pas ses visites cocasses autant qu'imprévues avec du rouge et du saucisson, ni son style franco-allemand riche en néologismes improbables mais si explicites; on n'oubliera pas son originalité, sa fantaisie, sa générosité. Qu'il nous soit permis de présenter notre témoignage de sincère sympathie à sa famille et à ses nombreux amis.

Nous projetons, sans jeu de mots, de publier la semaine prochaine un article sur cette compagne trop tôt disparue, rédigé par un de ses copains. En attendant, vous pouvez lire ci-après la dernière chronique envoyée par Heike à notre rédaction, bel exemple de son style si perso et de sa vivante délicatesse.

Ciao Heike!

La rédaction



# Solidarité internationale avec les libertaires cubains

**IL Y A TOUJOURS EU UNE** tradition libertaire dans les Caraïbes, c'est une expression révolutionnaire née très tôt, lors des premières luttes contre l'esclavage et pour l'indépendance au XIX<sup>e</sup> siècle. Le mouvement libertaire à Cuba, banni de l'historiographie officielle par le Parti communiste a plus de cent ans.

En 1959, les différentes organisations anarchistes qui luttèrent, dans la clandestinité ou dans la guérilla, pour la révolution aux côtés des castristes furent interdites. Les libertaires furent assassinés, emprisonnés ou contraints à l'exil.

Le mouvement libertaire cubain lutte aujourd'hui au sein de l'Atelier libertaire Alfredo López, interroge la réalité cubaine, l'histoire du mouvement libertaire et ses idées. Malgré la répression, les libertaires sortent peu à peu de la clandestinité, leur présence s'affirme aujourd'hui dans la rue et les quartiers.

La révolution a créé un profond désir de liberté, de dignité, de parler et d'agir. « Révolution dans la révolution pour combattre la

bureaucratie et la corruption généralisée, véritable désir de révolution dans la révolution. »

La renaissance d'un mouvement libertaire à Cuba, l'existence d'un Forum social autogéré sont des éléments clés pour entreprendre un large travail de conscientisation. Mais pour développer les courants libertaires et les courants critiques de type autogestionnaire, fédéraliste et écologiste, il faut des moyens matériels qu'il est difficile de trouver sur l'île. De là, l'importance du soutien extérieur, même s'il s'agit d'une action délicate car l'aide internationale aux mouvements d'opposition est considérée par le gouvernement comme un financement de « l'Empire » en faveur de la contre-révolution.

Tout apport, par le biais de livres, de revues, de journaux, de CD ou de DVD concernant les expériences d'autogestion, de coopérativisme, d'économie verte, de décroissance ou encore sur la pensée libertaire, est accueilli avec intérêt, afin que les militants antiautoritaires cubains, longtemps coupés de toute information et de tout moyen d'analyse

libre, puissent s'affronter aux problèmes économique, sociaux et politiques du XXI<sup>e</sup> siècle.

La solidarité politique internationale est également importante en cas de répression et d'obstruction venant des services du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité d'État quand nos compagnons sont inquiétés pour leurs activités.

Pour l'envoi de matériel (livres, revues, CD, DVD, etc.), prenez contact avec le Galsic (Groupe d'appui aux libertaires et aux syndicalistes indépendants de Cuba) : cubalibertaria@gmail.com

Pour soutenir les compas de l'atelier libertaire de La Havane, vous pouvez faire parvenir votre aide à un fond de soutien permanent qui sera à la charge de l'Internationale des fédérations anarchistes.

Envoyez vos dons à l'IFA :

Société d'entraide libertaire (SEL)

c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex

(chèque à l'ordre du SEL, mention Cuba au verso)

IBAN : FR761027808590002057210175



## Jeudi 13 décembre

**Si vis pacem (18 heures)** La Ligue des droits de l'homme de Toulon (le Var est le département le plus militarisé de France).

## Vendredi 14 décembre

**Les oreilles libres (14 h 30)** Anne-James sera l'invité. Poésie sonore, publication de livres, de CD, spectacles en solo et collaborations avec les musiciens Andy Moor (The Ex) et Alva Noto.

## Samedi 15 décembre

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures).**

**Chronique syndicale (11 h 30).**

**Chroniques rebelles (13 h 30).**

## Dimanche 16 décembre

**(00 h 00) Libre antenne.**

## Lundi 17 décembre

**Trous noirs (16 heures)** Des compagnons de la Fédération anarchiste échangent avec des animateurs de la Maison des luttes de Rennes.

**La santé dans tous ses états (18 heures)** De plus en plus d'enfants sont étiquetés du trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité et placés sous traitements psychostimulants. Invitée : Claire de Firmas.

## Mardi 18 décembre

**Idéaux et débats (18 heures)** Antoine Billot pour son roman *Le Phénomène* (Gallimard). Thierry Hesse pour son roman *L'Inconscience* (L'Olivier).

**Paroles d'associations (19 h 30).** Amitié est un service d'écoute anonyme par téléphone, messagerie ou chat. Alain Tréboul, ancien écoutant, formateur et responsable du pôle d'Évry.

## Mercredi 19 décembre

**Blues en liberté (10 h 30).** Albert King, guitariste gaucher de génie.

**Femmes libres (18 h 30).**

**Ras les murs (20 h 30).**



## Jeudi 13 décembre,

### Paris XVIII<sup>e</sup>

19 heures. Rencontre débat avec Bernard Friot: remise en cause du système salarial et propositions en vue d'une vraie justice sociale. Au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

## Vendredi 14 décembre

### Besançon (25)

20 heures. Café polar avec Frédéric Bertin-Denis, auteur de *Viva la muerte*, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

### Toulouse (31)

18 heures. L'anarchie, utopie ou nécessité? Soirée organisée par le groupe Libertad de la Fédération anarchiste. Apéro, repas et discussion autour du thème Anarchisme et autogestion dans les luttes sociales: actualité, enjeux et perspectives. À la Chapelle, 36, rue Danielle-Casanova. M<sup>o</sup> Compans-Caffarelli.

### Paris XI<sup>e</sup>

19h30. Foutu blues! Blues en liberté remet son grain de sel. Un concert de Muddy Waters hanté par des membres des Rolling Stones (dont le mythique Ian Steward, le Stone de l'ombre!). Il y a aussi Buddy Guy, Junior Wells et d'autres. Ça se passe en 1981 à Chicago au Checkerboard Lounge Ben. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

## Samedi 15 décembre

### Saint-Affrique (12)

16 heures. Manifestation place de la mairie. Amenez vos lampes frontales, à huile, tempête, hallogène, torches, lampadaires... pour faire toute la lumière sur l'affaire de la mairie de Saint-Affrique et les violences policières sur la ZAD.

18h30. Grande assemblée générale avec les différents comités de soutien à NDDL de la région pour évoquer les perspectives de lutte commune.

20 heures. Vin chaud et soupe. Amenez de quoi pique-niquer tous ensemble!



Nemo, Jhano, Riri, Aurelio, Krokaga, Valere, Jokoko, Lardon, Slo...

Des dessinateurs du *Monde libertaire* illustrent l'agenda 2013 des éditions du Monde libertaire.

En vente 7 euros à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, [www.librairie-publico.com](http://www.librairie-publico.com)

### Nîmes (30)

14 heures. Manifestation pour imposer une autre répartition des richesses et la création d'un service public pour l'emploi! Quartier Sernam (Carrefour rue Sully-Vincent-Faita).

### Paris V<sup>e</sup>

15 heures. La guerre d'Algérie dans le roman noir avec Didier Daeninckx, François Muratet, Francis Zamponi,

## Jusqu'au 21 décembre

**Jhano expose.** L'exposition itinérante reprend la route. La musique inspire les toiles et les dessins. Du riff à la punch line, de la plume la plus légère au cri guttural, le pinceau trouve son guide. On fait tourner tout ça de la galerie à la salle de concert. Pour en savoir plus : [www.facebook.com/events/200214533445234/](http://www.facebook.com/events/200214533445234/)

### Montreuil (93)

Du mardi au samedi, de 13h30 à 18h30, exposition de dessins et de photos sur le thème: la tautologie est un sport de combat. À Fatalitas, boutique, 3, rue Édouard-Vaillant. M<sup>o</sup> Croix-de-Chavaux.

Dominique Manotti, Bilipo, 48, rue du Cardinal-Lemoine.

### Paris V<sup>e</sup>

15 heures. Présentation par Federico Ferretti de son livre *Élisée Reclus, Lettres de prison et d'exil*, au Petit Amphi de l'Institut de géographie, 191, rue Saint-Jacques. M<sup>o</sup> Luxembourg ou Place-Monge. [alafrontiere.fr/ALF02/jacques-elisee-reclus](http://alafrontiere.fr/ALF02/jacques-elisee-reclus)

## Mardi 18 décembre

### Saint-Denis (93)

19 heures. Cycle: La BD à l'assaut du réel? Troisième rencontre, discussion avec Désirée et Alain Frappier, auteurs de la BD historique *Dans l'ombre de Charonne* (2012, éd. du Mauconduit). Bourse du travail, rue Bobby-Sand, M<sup>o</sup> Porte-de-Paris, ligne 13. [www.dionyversite.org](http://www.dionyversite.org)

## Mercredi 19 décembre

### Poitiers (86)

20h30. Soirée proposée par le groupe Pavillon Noir (Fédération anarchiste 86): Contre la domination capitaliste et étatique. Débat: Quel anticapitalisme aujourd'hui? Au bar Le Plan B, 30/32, boulevard du Grand-Cerf. Entrée libre. Info: [fa86.noblogs.org/p=7230](http://fa86.noblogs.org/p=7230)

## Samedi 22 décembre

### Paris XII<sup>e</sup>

Fête du Livre à la librairie L'Émancipation. Des centaines de livres d'occasion. 8, impasse Crozatier, M<sup>o</sup> Faidherbe-Chaligny ou Gare-de-Lyon.

**CHÔMAGE, PRECARITE, EXCLUSION SOCIALE, LICENCIEMENTS...**

**ORGANISONS LA RESISTANCE  
ET LA SOLIDARITE !**



**MANIFESTATION**

**SAMEDI 15 DECEMBRE 14h**

Quartier Sernam à Nîmes Carrefour rue Sully-Vincent Faita

A l'appel de : SOLIDAIRES 30, CNT 30, CGT CHÔMEURS, ATTAC 30, LES INDIGNÉS DE NÎMES  
Initiative soutenue par : les Alternatifs, Parti de gauche, NPA, gauche Anticapitaliste, Fédération Anarchiste, Alternative Libertaire